

La Chine, une nouvelle puissance social-impérialiste ! Elle fait partie intégrante du système Capitaliste- Impérialiste mondial !

Comité Central
Parti Communiste d'Inde (maoïste)

Note

Le Comité Central du PCI (maoïste) a rédigé le document « La Chine, une nouvelle puissance social-impérialiste ! Elle fait partie intégrante du système Capitaliste-Impérialiste mondial ! » et l'a publié en Juillet 2017. Ultérieurement, le CC a reçu certaines suggestions, commentaires et amendements de la part de quelques camarades du CC et de camarades de Comités Régionaux. Le CC en a discuté et a publié le document amendé.

Janvier 2021 – Salutations Révolutionnaires

Comité Central
PCI (maoïste)

La Chine, une nouvelle puissance social-impérialiste !
Elle fait partie intégrante du système Capitaliste-Impérialiste mondial !
Première Edition : Juillet 2017
Seconde édition (amendée) : janvier 2021
Un document du Comité Central du Parti Communiste d'Inde (maoïste)

Note du traducteur : ce document a été traduit de l'anglais sous la responsabilité de l'OCML Voie Prolétarienne (texte original : <http://www.bannedthought.net/India/CPI-Maoist-Docs/Books/China-Social-Imperialism-CPI-Maoist-2021-Eng-view.pdf>).

Le texte en anglais, lui-même probablement traduit de l'hindi ou du telugu, est en quelques endroits approximatif ou confus ; nous ne critiquons pas là nos camarades indiens qui font l'effort de diffuser leurs positions au niveau international, avec les mêmes difficultés que nous pour les traductions. Nous avons donc fait du mieux que possible pour rester au plus près du texte original, au risque de reproduire ces approximations et confusions en français. Pour les quelques citations du texte, nous avons repris les traductions officielles en français.

OCML Voie Prolétarienne – octobre 2021

SOMMAIRE

Avant-Propos

1 – La révolution Socialiste : 1949-1976	page 4
2 – La situation dans la Chine révisionniste après la restauration du capitalisme	page 7
• Les réformes économiques libérales de première génération	page 8
• L'hégémonie du gouvernement de parti unique se poursuit	page 12
• Les réformes de deuxième génération	page 12
• La restructuration des industries du gouvernement central	page 13
• Une nouvelle classe bourgeoise	page 14
• La libéralisation du commerce – adhésion à l'OMC	page 16
3 – La Chine est devenue une importante puissance économique mondiale	page 17
• La nature de l'impérialisme ne changera jamais	page 18
4 – Les entreprises capitalistes monopolistes en Chine	page 19
5 – Le capital financier en Chine	page 22
• L'aristocratie ouvrière	page 23
• L'anarchie économique est le caractère du capitalisme	page 23
6 – « L'exportation du capital conduit à l'hégémonie du capital financier sur le monde. »	page 24
• L'exportation de capitaux sous forme d'obligations et de placements sur des prêts	page 24
• Les exportations de capitaux sous forme d'IDE	page 25
• La Chine exporte des capitaux lourds vers l'Asie, l'Afrique et les pays d'Amérique latine pour une exploitation de type néocolonial.	page 27
• Asie du Sud - impact de la Chine Pakistan, Afghanistan, Sri Lanka, Népal	page 27
• L'influence de l'impérialisme chinois en Afrique	page 30
• Les capitaux de la Chine en Amérique Latine	page 31
7 - La formation de blocs économiques et militaires internationaux et l'emprise croissante des impérialistes chinois sur ceux-ci	page 32
• L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS)	page 32
• Les BRICS	page 32
• La puissance militaire de la Chine	page 33
• Les activités militaires de la Chine impérialiste	page 33
8 – Le social-impérialisme chinois	page 34
9 - « L'histoire de l'impérialisme est celle des crises, des guerres, des révolutions et des contre-révolutions », tel est le slogan de Lénine.	page 35
• La zone de libre-échange de la Route de la Soie ou le projet OBOR	page 37
Conclusion	page 39

Avant-propos

Le Congrès de l'Unité - Neuvième Congrès du CPI (Maoïste) de janvier 2007 a décidé d'étudier les changements sociaux, économiques, politiques, culturels et militaires dans la Chine révisionniste-capitaliste.

La responsabilité de la mise en œuvre de cette décision a été confiée au Comité central. Conformément à la décision de la quatrième réunion du CC, celui-ci a entrepris d'étudier l'évolution de la Chine et de déterminer si elle s'est transformée en une puissance social-impérialiste. Après avoir étudié la question, la cinquième réunion du CC en a discuté. Elle a décidé que "la Chine actuelle est devenue une nouvelle puissance social-impérialiste, elle fait partie intégrante du système capitaliste-impérialiste mondial et elle est devenue un ennemi des nations et des peuples opprimés du monde".

Dans le but de faire de la révolution socialiste mondiale un succès, les partis, groupes et forces marxistes-léninistes-maoïstes du monde entier doivent consolider les ouvriers-paysans, le reste des masses opprimées et les nations opprimées et faire progresser le mouvement révolutionnaire afin d'éliminer le révisionnisme, l'impérialisme dans le monde et le social-impérialisme chinois et la contre-révolution qui s'avère actuellement être un ennemi des masses mondiales. Ces deux tâches seront les tâches principales des partis et organisations communistes qui se revendiquent de l'internationalisme du prolétariat révolutionnaire. Le caractère du social-impérialisme chinois doit être exposé pour remplir ces tâches. Nous devons comprendre le développement de la Chine en tant qu'importante puissance impérialiste compétitive et son développement, et donc les amis et les ennemis réels en fonction de la polarisation de classe dans le monde. Nous devons analyser correctement l'intensification des contradictions fondamentales dans le monde et les conditions spécifiques de celles-ci. Si nous n'étudions pas ces questions, nous ne pouvons pas comprendre ou analyser correctement les contradictions du système impérialiste contemporain, la politique du révisionnisme moderne et les guerres modernes.

Le vingtième siècle a prouvé la formulation de Lénine selon laquelle "l'impérialisme est le stade suprême du capitalisme", que l'impérialisme ne signifie rien d'autre que la guerre, qu'il est sur son lit de mort et que l'impérialisme signifie le début de la révolution socialiste. Cela s'applique encore aujourd'hui. La guerre est la forme la plus élevée liée au partage et au repartage du monde par l'impérialisme pour ses profits. Il entre en conflit pour l'hégémonie mondiale. Il réalise de gros profits monopolistiques par la guerre. Les guerres sont inévitables tant que l'impérialisme existe. L'impérialisme s'étend aux zones arrières pour libérer l'exploitation et l'oppression sous des formes néo-coloniales. C'est un monstre suceur de sang pour les nations et les peuples opprimés dans le monde actuel. Il les met dans de graves difficultés. Lénine a dit à plusieurs reprises que "l'impérialisme n'a fait que créer les guerres modernes". Les deux guerres mondiales qui ont eu lieu dans la première moitié du vingtième siècle étaient des guerres entre impérialistes pour le partage et le repartage du monde. Mao a déclaré que "les guerres mondiales impérialistes ont éclaté à la suite des tentatives des pays impérialistes de surmonter les nouvelles crises économiques et politiques".

L'impérialisme américain n'a exploité les propriétés à travers le monde que par le biais des guerres. Les entreprises monopolistes américaines ont vendu des armes à grande échelle et ont réalisé des gains en cascade lors des deux guerres mondiales. Ainsi, les États-Unis sont devenus une superpuissance impérialiste et une puissance dominante dans le monde. Puisque le système économique impérialiste américain est devenu un système économique de guerre, il s'est principalement concentré sur les guerres. Ils se livrent constamment à des guerres d'occupation. Nous pouvons le voir dans les guerres, de la Corée et du Vietnam à celles d'Afghanistan, d'Irak, de Libye et de Syrie. Ainsi, tant que l'impérialisme existera, la source des guerres modernes continuera également d'exister. Si les guerres doivent être éliminées, c'est tout le système capitaliste-impérialiste qui doit être éliminé.

Durant la plupart des guerres qui se sont développées et qui ont eu lieu dans les pays développés et arriérés dans le cadre de la guerre froide entre les deux superpuissances (les États-Unis et l'Union soviétique de l'époque) après la Seconde Guerre mondiale, ils ont été directement ou indirectement

impliqués. Dans ces 125 guerres locales, guerres civiles et conflits armés en Asie, en Afrique et en Amérique latine entre 1945 et 1990, quatre millions de personnes sont mortes et des millions d'autres ont été blessées. Le montant des pertes économiques de ces guerres a été beaucoup plus élevé que le montant total des pertes de la Seconde Guerre mondiale.

Ces guerres ont été nombreuses depuis 1990. Au XXI^e siècle, les conspirations et coups d'État militaires de l'armée américaine au Honduras, en Ukraine et en Égypte ; les signaux au Parlement au Brésil ; l'ingérence militaire des alliés des États-Unis dans vingt pays ont conduit directement ou indirectement à la mort de 32 millions de musulmans ; en Afrique, le pays séculaire et riche qu'était la Libye, qui offrait autrefois un abri maximal aux réfugiés du monde, a été détruit et plus de la moitié de sa population a été déplacée ; des centaines de millions de personnes vivent dans la pauvreté la plus totale et la malnutrition depuis longtemps ; 17 millions de personnes, dont la moitié sont des enfants, meurent chaque année ; depuis que les États-Unis ont mis de côté le bien-être de la population et dépensent 40 trillions de dollars sur une base prolongée pour répondre aux dépenses accrues d'Israël et des trillions de dollars pour massacrer des musulmans au nom de la "guerre contre la terreur" (guerre contre les musulmans), 1,7 millions de citoyens américains meurent chaque année.

500 000 personnes sont mortes et près de 2 millions ont été blessées à cause des attaques menées sous la direction des impérialistes américains pendant plus de cinq ans pour faire tomber le gouvernement de Bachar al-Assad en Syrie. 12 millions de personnes ont été déplacées dans cette guerre et ont migré vers les pays voisins et les pays européens. La société séculaire dans laquelle de nombreuses tribus traditionnelles anciennes vivaient en paix et en harmonie a été détruite. Les guerres professionnelles impérialistes en cours en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie et dans d'autres pays ont entraîné la mort de dizaines de milliers de personnes. Des milliers d'autres personnes ont été blessées et des milliers d'autres émigrent de plus en plus vers les pays voisins et les pays européens.

Les impérialistes et les révisionnistes créent des contes et enfument le peuple sur les conditions changeantes afin de protéger le système impérialiste et de tromper les peuples du monde. Nous devons exposer et vaincre ces contes régulièrement. La nature politique générale réactionnaire de l'impérialisme est un reflet politique naturel du système économique capitaliste monopoliste. L'impérialisme étend de manière illimitée son mécanisme étatique pour mettre en œuvre la dictature fasciste et réprimer le peuple. Plus la répression est grande, plus la résistance est forte. Les nations opprimées, les ouvriers et paysans, les petits bourgeois et les autres masses opprimées mènent des luttes révolutionnaires incessantes contre l'impérialisme. Notre Parti CPI (Maoïste) fait de son mieux pour unir les nationalités et les masses opprimées dans le but d'éliminer l'impérialisme de cette terre et d'établir le socialisme-communisme dans le monde entier. Il les dirige et lutte avec eux.

Dans les conditions où la Chine est devenue un social-impérialisme, les partis prolétariens du monde entier doivent développer des tactiques en conséquence. Les nationalités et les peuples opprimés doivent être mobilisés dans la direction prolétarienne de la révolution socialiste mondiale en fonction de ces tactiques. Le Comité central de notre Parti publie donc ce document pour expliquer comment la Chine, autrefois socialiste, s'est transformée en un pays capitaliste et une puissance impérialiste, ainsi que les tactiques à adopter pour y faire face. Étudions-le en profondeur. Analysons et synthétisons à la lumière des trois aspects et des cinq caractéristiques fondamentales de l'impérialisme que le grand maître marxiste Lénine a enseignés et parvenons à une compréhension scientifique à la lumière du Marxisme-Léninisme-Maoïsme.

1. La révolution socialiste, 1949-1976

En 1949, lorsque la révolution de Démocratie Nouvelle a été accomplie en Chine, le parti communiste chinois a adopté la politique des "trois ans de préparation et dix ans de construction économique planifiée" sous la direction de Mao. En conséquence, en 1956, la propriété individuelle a été fondamentalement abolie dans l'agriculture, l'artisanat, les industries capitalistes, le commerce et les moyens de production. La méthode collective est entrée en vigueur dans l'agriculture de tout le pays. La transformation socialiste a été achevée et la société socialiste s'est formée en Chine. L'État de

Démocratie Nouvelle de Chine s'est transformé en État socialiste. Au lieu d'aspirer aux profits, sous le socialisme, des plans ont été mis en place pour que la production réponde aux besoins de la société. Durant cette période, la Chine socialiste n'a eu aucun prêt interne ou externe. Elle a joué le rôle de base révolutionnaire pour faire avancer la révolution socialiste mondiale. Après la restauration du capitalisme par la clique de Khrouchtchev en Union soviétique, le seul pays indépendant du système de marché capitaliste-impérialiste mondial et des zones contrôlées par les deux superpuissances (États-Unis et Union soviétique) était la Chine socialiste.

Sur la base de la politique d'"autosuffisance", les mouvements "Grand bond en avant" et "Saisir la révolution, promouvoir la production" ont été lancés en Chine socialiste. En s'appuyant sur l'agriculture et l'industrie (marcher sur deux jambes), elle a fait progresser l'idée d'avancer avec une technologie indépendante et des sources nationales en coordonnant la lutte des classes, la lutte pour la production et l'expérimentation scientifique. Des changements révolutionnaires ont eu lieu dans les secteurs agricole et industriel. Le niveau de vie des ouvriers et des paysans s'est amélioré de façon considérable. Le chômage a été aboli. Tout le monde était assuré d'avoir du travail.

Au cours de la décennie de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, la production industrielle du pays a augmenté en moyenne de 13,5 %. Le taux d'industrialisation au cours de cette période était plus élevé que dans tout autre pays. Il a dépassé la croissance industrielle de l'Allemagne, du Japon et de l'Union soviétique. Bien qu'il y ait eu de légers obstacles de la part des révisionnistes dans la période de la GRCP, la croissance de la production a continué. Le taux de croissance annuel du charbon, des produits chimiques et de la production d'électricité était de 9,2 %. Il y a eu une lutte de classe sévère contre la ligne contre-révolutionnaire de la théorie révisionniste des « forces productives »¹ que les capitalistes Li Shao-Chi, Lin Piao et Deng Hsiao-ping ont mise en avant. Dans le domaine théorique, la lutte fut vive et complexe entre le marxisme-léninisme-pensée de Mao et le révisionnisme. De "nouvelles choses socialistes" sont apparues dans les domaines de l'éducation, de la démocratisation, de l'industrie, de l'agriculture, de la lutte contre la domination patriarcale, de la suppression des inégalités entre les femmes et les hommes, de la santé, de la culture et des domaines militaires. Ainsi, la GRCP a détruit les deux sièges bourgeois de Li Shao-Chi et Lin Piao. Elle a empêché la restauration du capitalisme pendant dix ans.

Sous la direction du grand professeur marxiste Mao, le parti communiste chinois a construit en trois décennies dans ce monde une société sans disparités considérables. Les ouvriers, les paysans, les militaires, les femmes, les étudiants, les intellectuels et d'autres masses opprimées ont travaillé dur pour transformer leur patrie en un pays industriel moderne et un système politique, économique et social très avancé où chacun bénéficie de soins médicaux et d'une éducation gratuits. Ils ont fait du pays la sixième force productive industrielle du monde.

Quoi qu'il en soit, les conditions de l'existence et de la montée de la classe bourgeoise et des réactionnaires continueront à exister dans l'État socialiste. À cette époque, il y avait des disparités salariales à 8 niveaux selon la production de matériel, la consommation par l'argent et la distribution selon le travail. Il y avait de l'argent et quelques instruments de production dans les mains des classes qui avaient perdu le pouvoir. La paysannerie et les classes moyennes avaient peu de biens. C'est la base de la production à petite échelle. Cela donne naissance au capitalisme et à la classe bourgeoise à grande échelle. Il y avait des contradictions entre le travail manuel et le travail intellectuel, entre les ouvriers et

¹ Théorie révisionniste des "forces productives" - Les forces productives comportent deux aspects. L'un est constitué par les êtres humains et l'autre par les moyens de production. Des deux, les êtres humains sont les plus importants et les plus décisifs. Mais les révisionnistes accordent de l'importance au développement des moyens de production. Les révisionnistes qui défendent la "théorie des forces productives" disent que nous devons dépendre des experts bourgeois pour développer les moyens de production, que nous devons les importer, ainsi que les connaissances modernes, des pays étrangers, et que la production ne se développera qu'en développant la science et la technologie, et qu'ainsi le système économique se développera. D'une certaine manière, la théorie des "forces productives" signifie donner de l'importance à la modernisation et au profit contre la lutte des classes et augmenter la capacité de productivité par des incitations matérielles. Les révisionnistes ont mis en avant cette théorie en opposition à la révolution prolétarienne et à la dictature du prolétariat. Les dirigeants révisionnistes de la Deuxième Internationale, Bernstein et Kautsky, les traîtres à la révolution Trotsky et Boukharine du parti bolchevique en Russie, les dirigeants de la ligne révisionniste "opportuniste" de droite et de gauche Chen Tu-shiu, Li Shao-chi, Lin Piao, Deng Hsiao-ping du PCC en Chine ont avancé cette théorie à leur époque.

les paysans, entre les villes et les villages, entre l'agriculture et l'industrie, entre les différentes régions et entre les différentes nationalités. La culture, les traditions et les habitudes d'exploitation qui donneront l'occasion de perturber la base économique socialiste se poursuivront dans la superstructure. Les impérialistes, les réactionnaires et les révisionnistes forment une "alliance sacrée" dont ils tirent profit de toutes les manières. De nouvelles forces bourgeoises se développent en raison de la croissance de ces facteurs capitalistes. Nous devons donc constamment révolutionner les rapports de production afin de développer la superstructure et les forces de production en fonction de la base économique socialiste. La dictature du prolétariat a la tâche la plus importante de créer les conditions dans lesquelles la classe bourgeoise ne peut pas exister et où une nouvelle classe bourgeoise ne peut pas se développer. De telles conditions n'apparaîtront qu'après une transformation sociale selon les lois du processus de développement social d'une phase historique prolongée. Cela ne se produira pas selon les souhaits de chacun.

Les quelques tenants de la voie capitaliste qui ont pris le pouvoir au sein du PCC ont utilisé exactement ces conditions et ont commencé à restaurer le capitalisme. Ils ont mis en œuvre la théorie révisionniste des "forces productives" de manière secrète et ouverte. La Grande Révolution Culturelle Prolétarienne s'est poursuivie sous la direction du PCC pendant dix ans, de 1966 à 1976, conformément à l'enseignement de Mao qui consistait à poursuivre la lutte des classes sous le socialisme en mettant au jour leurs conspirations et en poursuivant la révolution jusqu'à ce que l'objectif du communisme soit atteint, et conformément à son appel "Feu sur le quartier général". Quoi qu'il en soit, les tenants de la voie capitaliste sous la direction de Hua-Deng ont pris le pouvoir par le biais d'une conspiration armée contre-révolutionnaire et ont réussi à renverser les victoires de la Révolution culturelle. Ils ont pu systématiser le capitalisme dans les domaines théorique, économique, politique et culturel. Ils ont pu transformer le parti communiste en un parti révisionniste, la dictature prolétarienne en une dictature bourgeoise et le pays socialiste en un pays capitaliste et ont atteint leur objectif. Ainsi, le capitalisme a été restauré en Chine et le prolétariat mondial a été confronté à une nouvelle défaite historique.

Nous pouvons comprendre ce processus de développement de la restauration capitaliste en Chine et les changements qualitatifs qu'il entraîne uniquement dans une perspective matérialiste historique. Le développement signifie le mouvement ou le changement qui fait passer une chose ou un processus d'un niveau inférieur à un niveau supérieur, de structures simples à complexes. Dans le processus de développement, il y aura des changements irréversibles dans la structure interne de cette chose. La chose acquiert de nouvelles propriétés et caractéristiques. Le développement n'est jamais une progression lisse et directe. C'est un mouvement compliqué d'avancées et de reculs. En fin de compte, le monde évolue dans le sens du développement, ce qui signifie qu'avec le mouvement d'avance et de recul. Il n'y a aucune chance que le système social antérieur revive tel quel. Les étapes précédentes qui disparaissent dans l'histoire ne peuvent pas être ressuscitées. Alors que dire de la restauration du capitalisme en Russie et en Chine ? N'est-ce pas une renaissance des étapes précédentes ? Non ! Pourquoi ? Parce que le socialisme n'est qu'une étape transitoire entre le capitalisme et le communisme. En soi, il n'est pas un nouveau stade de développement social. Pendant toute la période de transformation sociale, il y aura une lutte entre les forces révolutionnaires et contre-révolutionnaires. La base matérielle des relations capitalistes se poursuit dans le socialisme. C'est pourquoi une restauration capitaliste d'un type nouveau est possible pendant cette période. La restauration du capitalisme n'est pas synonyme de renaissance du capitalisme. Les victoires et les défaites continuent à se produire.

La Chine était indépendante du monde impérialiste extérieur pendant la période du socialisme. Elle n'était plus vraiment "sous-développée" au moment de la mort de Mao. Elle avait déjà réalisé des avancées majeures dans le développement indépendant de son économie pendant la période du socialisme. Plus important encore, la classe capitaliste bureaucratique qui a émergé de la direction du Parti pendant la période de restauration du capitalisme en Chine était indépendante du contrôle impérialiste étranger. C'est cette classe qui a pris le pouvoir après la disparition de Mao. Cette classe n'a aucune chance de faire revivre l'ancien système semi-colonial et semi-féodal. C'est parce que les intérêts de cette classe sont liés au développement du capitalisme monopoliste. Dans le cadre de ce développement, cette classe a d'abord établi un contrôle sur l'économie du pays et a ensuite entrepris

plusieurs réformes. Au cours d'un processus, elle a mis en place un capitalisme monopoliste d'État aux caractéristiques chinoises.

2. La situation dans la Chine révisionniste après la restauration du capitalisme

Après la disparition de Mao, la clique réactionnaire révisionniste et renégate de Hua-Deng a renforcé sa position dans le parti en agitant le drapeau rouge seulement pour tromper. Ils ont avancé pas à pas en déchaînant leur hideuse conspiration. La ligne Hua-Deng est la continuation de la ligne contre-révolutionnaire que Li Shao-chi et Lin Piao ont mise en avant. Ils ont ainsi prouvé qu'ils étaient d'irréductibles engagés sur la voie du capitalisme. Le camarade Mao Tse-tung a dit : « Lorsque le révisionnisme arrive au pouvoir, cela signifie que la classe bourgeoise est arrivée au pouvoir ». « Actuellement, l'Union soviétique est aux mains de la dictature de la grande classe bourgeoise, une dictature de type fasciste allemand, une dictature de type hitlérien et d'autres dictatures de classe bourgeoise ». Mao a dit ceci à propos de ces renégats à l'époque de la GRPC : « Les représentants de la classe bourgeoise sont des révisionnistes contrerévolutionnaires qui ont pénétré dans le Parti, le gouvernement, l'armée et divers domaines culturels. Lorsque les conditions seront mûres, ils transformeront la dictature du prolétariat en dictature de la classe bourgeoise ».

Ces révisionnistes se sont d'abord couverts d'idéologie révolutionnaire pour désarmer le peuple sur le plan théorique et idéologique. Ils ont entrepris la tâche de modeler idéologiquement le peuple d'une manière déformée avec l'objectif de la restauration du capitalisme. Dans ce but, la clique a utilisé les réactionnaires nationaux et étrangers des impérialistes et des sociaux-impérialistes de l'Union soviétique. La clique révisionniste de Deng a publié de nombreux articles en série accusant ouvertement toutes les valeurs révolutionnaires implantées dans le cerveau du peuple sous la direction du PCC guidé par Mao. Ils ont qualifié la GRPC d'aventureuse et ont rejeté tous les aspects qui y sont liés. Ils ont totalement rejeté les valeurs de la politique, de la révolution, de la lutte des classes, de l'égalité sociale, politique et économique, de la démocratisation de la société, de l'autonomie, de la dictature du prolétariat et ils ont détruit la société socialiste. Ces traîtres ont fait de nombreuses allégations erronées contre Mao. La clique révisionniste de Deng a présenté le pragmatisme² comme une alternative au marxisme-léninisme-pensée de Mao à travers tous ces articles. Les dirigeants de la voie capitaliste sous la direction de Deng ont sapé le prestige des partisans de Mao, ont conspiré pour les arrêter, les réprimer, les tuer et les mettre à mort et ont renforcé leur position.

La clique de Deng a publié de nombreux articles propageant la stabilité politique, la discipline, la croissance économique, les incitations matérielles, la compétence, la technologie étrangère et la nécessité des réformes pour s'ouvrir. Elle a ainsi ouvert la voie à la restauration du capitalisme à grande échelle.

La clique de Deng a restauré le capitalisme en étendant les droits de la bourgeoisie dans tous les aspects liés aux rapports de production. Comme l'a dit Deng, « Ni les réformes ni l'ouverture ne sont mauvaises. La Chine ne doit plus jamais devenir un pays aux portes fermées. Les dirigeants doivent essayer de parvenir à une coordination entre le système économique socialiste planifié et la politique économique de marché. Il n'y aura aucun changement dans cette politique ». Ainsi, la contradiction entre la socialisation de la production et le système de production et de consommation privées apparaîtrait comme la principale contradiction. Cette contradiction conduira aux développements suivants :

- En raison de cette contradiction, il y aura contradiction et concurrence entre les producteurs privés. Les pauvres s'appauvriront et les riches s'enrichiront. Cela conduira à une plus grande polarisation de la société. Les riches deviendront des capitalistes. Ils feront des profits en

² Le pragmatisme est une tendance qui a débuté aux États-Unis dans les années 1870 et qui est populaire dans le monde capitaliste, en particulier aux États-Unis. Il affirme que le critère de la valeur de la connaissance est son activité pratique, mais pas en accord avec la réalité objective. La vérité est celle qui est en accord avec l'intérêt subjectif de l'individu. Tout concept qui obtient un succès pratique est la vraie vérité. La réalité objective n'est rien d'autre que "l'expérience". Cela signifie que toute politique ou théorie réactionnaire qui obtient du succès peut être justifiée. Cela reflète clairement les intérêts de la classe bourgeoise.

exploitant le travail du peuple. Les pauvres seraient ramenés au statut de travailleurs salariés et vendront leur force de travail pour gagner leur vie. La tendance au développement du capitalisme est inhérente au système économique de marché.

- Pour socialiser la production (développer le capitalisme), la force de travail objective et les moyens de production doivent être librement disponibles. Construire un système économique de marché signifie acheter et vendre la force de travail. Les moyens de production sont achetés en investissant du "capital". Ainsi, le système de marché construit par la socialisation de la production serait sans aucun doute un système économique de marché capitaliste. Il ne sera jamais un "système économique de marché socialiste". Il ne peut jamais être un tel "système".

Ainsi, faire des "réformes" pour la construction d'un "système économique de marché" signifierait faire des "réformes" pour développer le capitalisme. L'objectif de ces "réformes" serait de développer le "capitalisme aux caractéristiques chinoises" et rien d'autre.

La Chine a mis en œuvre des réformes par étapes dans le pays de 1978 à 1989. Il s'agissait de la première génération des réformes économiques libérales. Les réformes menées après les années 1990 ont été qualifiées de réformes économiques libérales de deuxième génération.

Les réformes économiques libérales de première génération

Des réformes agricoles ont été entreprises en Chine en 1979. En 1984, des réformes urbaines ont été entreprises. « Des portes ont été ouvertes » pour autoriser le capital étranger. En 1980, la Chine a rejoint le FMI et la Banque mondiale. Les révisionnistes chinois sont devenus une partie du système capitaliste-impérialiste mondial pour leurs intérêts de classe. En Chine, l'économie capitaliste gouvernementale a été réformée en capitaliste monopoliste privé par étapes. En conséquence, il y a eu une vague de privatisations et de licenciements à grande échelle et le capital privé a ainsi émergé. La Chine révisionniste a relancé la "loi de la valeur" capitaliste que Marx avait analysée. Cela signifie que l'économie du pays est devenue un système qui dépend de la vente de la force de travail sur le marché. Cela a conduit à l'exploitation des travailleurs, à l'accumulation du capital, aux effets et aux résultats qui en découlent. Les entreprises étrangères sont entrées librement en Chine. Alors qu'en 1982, il y avait 2,6 millions d'organisations privées, en 1983, elles sont passées à 5,8 millions. La Banque mondiale a accordé un prêt de 220 millions de dollars³ à la Chine pour l'expansion des lignes de chemin de fer.

Le système de la Commune était très fort en Chine socialiste. Les dirigeants révisionnistes ont d'abord apporté des changements politiques fondamentaux pour briser ses fondements. Cela a constitué la base pour réaliser un saut dans le développement du capitalisme. Dans le cadre des réformes de l'agriculture, ils ont apporté des changements à la collectivisation qui avait atteint un niveau élevé pendant la période socialiste. Ils ont aboli la propriété collective de la terre, des animaux domestiques et des équipements agricoles et ont introduit le système de contrat. Peu à peu, la terre est devenue une propriété individuelle et le système capitaliste a été restauré. Les industries, le commerce, la gestion des mines étaient sous la propriété collective des communes ; les méthodes capitalistes ont été mises en œuvre à la place du système socialiste dans la gestion de l'éducation, de la santé, du bien-être des enfants et des personnes âgées, des loisirs et d'autres choses de ce genre.

Les principales réformes économiques suivantes ont été annoncées dans le domaine de l'agriculture :

1. Les communes agricoles et les organisations coopératives agricoles ont été abolies. L'État a passé des contrats pour acheter des produits agricoles à chaque famille de paysans. L'agriculture individuelle, sous la forme d'une prise de responsabilité contractuelle au niveau du village ou de la ville, a été réintroduite.
2. Les familles paysannes pouvaient vendre librement tout produit excédentaire en plus du quota de vente convenu dans leurs contrats sur le marché local. Comme le gouvernement a largement propagé le libre-échange en ce qui concerne les légumineuses, des commerces de légumineuses privés sont apparus.

³ Un million représente dix lakhs. Le dollar, la monnaie américaine, est égal à 66-67 roupies selon la valeur financière internationale actuelle.

3. En même temps que le droit de mobiliser des travailleurs (volontaires) pour le service du gouvernement dans les fonctions des communes, de nombreux pouvoirs concernant celles-ci ont été supprimés. Le nom du pouvoir du village ou de la ville a été changé. En outre, afin d'inciter à l'augmentation de la production, le prix d'achat des produits agricoles a été augmenté de vingt pour cent. En raison de tout cela, les inégalités se sont accrues en zone rurale en ce qui concerne l'utilisation des terres et la propriété des animaux domestiques et des équipements agricoles. Selon la loi amendée en avril 1988, le droit d'utilisation des terres pouvait être transféré. Les paysans ont été mis sous la pression dirigeante du marché, ce qui a entraîné le chômage de centaines de milliers d'agriculteurs. Ceux qui n'avaient pas de moyens de subsistance sont devenus des travailleurs "libres". Selon une estimation, il y a eu plus de 150 millions de travailleurs "libres" supplémentaires durant cette période dans les zones rurales. Ces forces ont été utilisées pour développer des entreprises rurales, des entreprises privées et des co-entreprises de capitaux nationaux et étrangers. Les gouvernements locaux chinois ont prélevé des taxes sur la paysannerie pour mobiliser les investissements.

En ce qui concerne les réformes urbaines, trois politiques principales ont été mises en œuvre :

1. De nombreuses provinces et villes de la côte maritime de la Chine du Sud ont été intégrées dans des "zones d'entreprises spéciales" (ZES). Les restrictions imposées aux petites et moyennes entreprises privées, au commerce extérieur et au commerce ont été supprimées dans ces zones.
2. La formulation d'un plan économique uniforme par l'État a été abolie. L'objectif principal de la gestion des entreprises était le profit. Au lieu de rapports socialistes avec un soutien mutuel et une coordination selon un plan gouvernemental uniforme, les rapports entre les entreprises sont devenues capitalistes avec concurrence sur le marché libre et antagonisme.
3. Le plus important est que les finances et le plan du gouvernement ont été reconstitués.

Le gouvernement révisionniste de Deng n'a pas utilisé le secteur privé, ne lui a pas imposé de restrictions, ne l'a pas transformé et éliminé progressivement, mais a suivi une politique sans aucune règle ni réglementation. Il a détruit les industries détenues par l'État (c'est-à-dire par l'ensemble du peuple chinois) qui ont joué pendant longtemps le rôle le plus décisif dans le système économique. La propriété a été dissociée de la gestion. Des gestionnaires qualifiés ont été sélectionnés par voie de concours. Ils se sont vus confier toutes les responsabilités. En fonction de leurs performances économiques, ils ont été récompensés, leurs propriétés ont augmentées ou diminuées et une compensation a été également imposée. Les droits de propriété de l'ensemble de la population ont été mis de côté. Ils ont commencé à vendre les petites entreprises aux communautés et aux individus. Quelques-unes ont également été données aux anciens propriétaires.

Dans le système de marché en Chine, comme l'a dit Deng, « il n'y a pas seulement un marché des produits de base et une politique de production pour les produits de consommation, mais il y aura des marchés pour les aspects nécessaires à la production - par exemple les fonds, le travail, la technologie, l'information et l'immobilier ». Les révisionnistes ont mis en œuvre les formes de distribution suivantes depuis la période des premières réformes (1979-89). Elles ont été les suivantes : des intérêts seront versés à ceux qui achètent des obligations ; les actionnaires recevront des dividendes ; il y aura des revenus supplémentaires pour les gestionnaires qui prennent des risques ; les propriétaires d'entreprises privées qui engagent un certain nombre de travailleurs obtiendront des revenus sans aucune difficulté.

Durant cette période de premières réformes, une politique d'"ouverture des portes au monde extérieur" a été mise en œuvre pour inviter les forces impérialistes à exploiter la Chine. Les entreprises étrangères pouvaient bénéficier de facilités attendues. Le monopole de l'État sur le commerce extérieur a été aboli. L'État a permis aux entreprises de mener leur commerce extérieur de manière indépendante. La Chine est devenue une partie inséparable du marché impérialiste mondial en devenant un marché pour les marchandises impérialistes et en ouvrant les portes à leurs capitaux. Des droits spéciaux ont été accordés aux entreprises étrangères pour leur permettre de réaliser davantage de profits. Le droit de décider des salaires et des traitements et de licencier les travailleurs selon leurs

souhait en est un exemple. En 1994, ils ont accepté d'investir près de 150 milliards de dollars⁴ de capitaux étrangers dans 186.000 entreprises à investissement étranger.

Les accords de partenariat de profits⁵ ont conduit les agents du gouvernement local et les directeurs d'usine à faire la chasse aux bénéfiques. C'est ce qui s'est passé dans les ZES. La levée des restrictions sur les échanges et le commerce dans les ZES a permis à la classe commerçante chinoise de Taiwan, de Hong Kong et d'Asie de l'Est d'envoyer de petites sommes dans leur pays et donc de développer rapidement des petites entreprises et industries dans le secteur privé. Il y avait donc une demande de travailleurs dans le secteur privé. Les ouvriers de la paysannerie qui ont perdu leurs moyens de subsistance en raison des fournitures industrielles du gouvernement central et des réformes agricoles ont répondu à cette demande. Ainsi, la classe d'affaires chinoise a obtenu le moyen et l'opportunité d'utiliser les profits réalisés, ce qui a conduit à l'expansion de la production capitaliste. La production des organisations coopératives urbaines, des entreprises des villes et villages (TVE) ou des entreprises commerciales s'est alors développée à grande échelle et a conduit au développement économique capitaliste. Ce dernier a commencé à perdre rapidement tout contrôle.

En raison des bénéfiques élevés des entreprises privées et des accords de partenariat sur les revenus, le gouvernement central a dû faire face à un important déficit budgétaire. Comme le déficit budgétaire du gouvernement s'est accru et que les prêts étaient facilement accessibles par le biais du secteur bancaire non réformé, on a assisté à une hausse de l'inflation et à un déficit du commerce extérieur. En réponse à la crise de l'inflation, le gouvernement a essayé de l'équilibrer en retirant les investissements du secteur du gouvernement central. Cela a permis d'économiser le capital du gouvernement et de réduire les déficits budgétaires. En conséquence, les quotas de production prévus dans les entreprises du gouvernement central ont diminué. Par la suite, une grande partie de la production de ces entreprises a été autorisée à être vendue sur le marché. Ainsi, il y a eu une réduction du prix du marché des produits des industries lourdes vendus aux secteurs non gouvernementaux. Afin de rectifier ces inégalités économiques, des réformes plus libérales ont été entreprises.

Dans un premier temps, ils ont réformé le système des organisations du gouvernement central pour en faire des organisations commerciales davantage axées sur le profit. Ils ont renforcé le pouvoir des gestionnaires et des directeurs d'usine dans la gestion de leurs usines. Ils ont réduit l'ingérence politique des secrétaires du Parti dans le fonctionnement des entreprises. Avec l'introduction des accords de partenariat pour le profit, ils ont renforcé les pouvoirs des propriétaires apparentés pour décider de la production et des investissements. Les dirigeants de quelques organisations du gouvernement central spécifiquement sélectionnées abolissent les salaires nationaux et introduisent la méthode de paiement en fonction de la production. Des contrats de travail à durée déterminée ont été introduits. Ensuite, ils ont essayé de réduire le contrôle sur les fonds gouvernementaux. Les garanties d'emploi à vie ont été officiellement abolies et, à la place, des discussions ont été menées sur les revenus et la part des bénéfiques avec chaque organe local spécifique du gouvernement et un système fiscal universel standard a été introduit. Le montant des recettes et la part des bénéfiques n'ont pas été obtenus en tant qu'ensemble spécifique mais dans le rapport des bénéfiques. Enfin, le système bancaire est reconstitué sur une base plus centralisée.

Sous la dictature du prolétariat, la Chine socialiste a mis en place un système économique fondé sur les produits de base et un système de salaires à huit niveaux. Bien qu'il n'y ait pas eu de grandes variations dans les huit catégories de salaires, le gouvernement socialiste de l'époque a adopté une politique visant à les réduire progressivement. Même s'il y avait des différences, les travailleurs bénéficiaient de

⁴ Un milliard est égal à 1000 millions d'euros.

⁵ Accords de partenariat de profit - En raison des réformes entreprises après la restauration du capitalisme en Chine, la politique socialiste antérieure de croissance économique planifiée a également été mise de côté. Les secteurs de production dirigés par les différents niveaux d'organes gouvernementaux, du haut en bas de l'échelle, sont passés à la propriété privée en un processus. Par la suite, la politique de planification du développement local mise en œuvre sous la direction des organes gouvernementaux de niveau inférieur (local) a été abolie. C'est ainsi que le commerce contractuel dans les secteurs de la production et des services est entré en vigueur. La responsabilité de la supervision des plans du secteur de la production/des services a été retirée des limites des organes du gouvernement local. Ils se sont contentés de discuter avec les entrepreneurs/capitalistes responsables des parts de bénéfiques des entreprises contractuelles à verser au gouvernement et de conclure des accords. Ces accords entre les organes du gouvernement local et les capitalistes étaient appelés accords de partenariat sur les bénéfiques. Cet accord porte sur la part des bénéfiques que les entreprises privées versent au gouvernement.

la sécurité de l'emploi, d'un loyer modéré, de soins de santé gratuits, d'une aide économique pour les femmes enceintes et les jeunes mères, d'une compensation en cas de perte pour les travailleurs, de divers types d'assurances, de pensions, de divertissements, d'écoles et d'autres facilités. Il n'y avait pas de chômage, de mendicité et de taudis en Chine socialiste (1949-76). Après la prise du pouvoir par les contre-révolutionnaires et la mise en œuvre de réformes néfastes au nom du "système socialiste spécial aux caractéristiques chinoises", tous les aspects liés au capitalisme et nuisibles pour le peuple ont profondément pénétré la société. Tous ces aspects néfastes se sont reflétés dans tous les domaines liés à la vie. La pauvreté, le chômage, la thésaurisation, la corruption, la contrebande, la prostitution, l'avortement sélectif, la contrebande de stupéfiants, l'enlèvement et la vente de femmes et d'enfants, le vol, les atrocités et les meurtres de femmes, les concours de beauté et d'autres aspects nuisibles sont apparus.

Les tentatives d'augmenter les prix de soutien pour stimuler une production agricole élevée ont conduit à l'intensification des problèmes qui sont apparus à travers l'inflation dans les zones urbaines. Lorsque le gouvernement subventionne l'alimentation, le déficit du gouvernement est beaucoup plus important. Ou encore, si les prix des denrées alimentaires augmentaient, cela augmentait l'agitation au sein de la classe ouvrière urbaine qui était déjà asphyxiée par la hausse des prix des produits de base. À la fin des années 1980, les problèmes économiques et politiques croissants ont conduit à la réduction des réformes libérales.

Parallèlement au développement des rapports de production capitalistes en Chine, une petite classe de capitalistes privés a commencé à émerger. En 1990, on comptait 98 000 organisations privées. Le capital total de celles-ci était de 4,5 milliards de yuans⁶. Cette classe capitaliste privée ne faisait pas partie de la classe dirigeante. Elle n'avait pas de pouvoir politique. Elle réalisait des profits en exploitant les travailleurs qu'elle engageait. En raison des contradictions entre la classe capitaliste bureaucratique du gouvernement et la classe capitaliste privée, cette dernière a lancé le slogan de la nécessité d'une "démocratie" politique pour réaliser la transformation vers un "système économique de marché libre pour tous". Cela signifie que le "système économique de marché libre" a besoin de règles légales, de protection contre le gouvernement bureaucratique, de droits clairs sur la propriété privée et d'un système multipartite. La classe capitaliste du gouvernement bureaucratique a accumulé des centaines de milliards de yuans de propriété privée. En tant que classe dirigeante, le PCC avait toutes sortes de contrôles sur la propriété du gouvernement. La classe capitaliste du gouvernement bureaucratique a utilisé son pouvoir politique pour réaliser des profits monopolistiques. Cela contrôlait l'intérêt de classe des capitalistes privés. La classe capitaliste privée a donc exigé la démocratie. Un petit groupe (minoritaire) au sein du PCC révisionniste a soutenu ce mouvement. La majorité de la direction de Deng s'est opposée à ce mouvement et l'a réprimé. L'incident de la place Tiananmen⁷ en 1989 en a été le résultat. Jao Ji-yang, qui avait joué le rôle principal dans l'introduction des réformes ultérieures, a été démis de ses fonctions. Le processus de réformes s'est soudainement ralenti.

Après la transformation de la Chine en capitalisme sous la direction du révisionniste Deng, toutes ces industries sont d'abord restées la propriété de l'État (gouvernement). Le système économique chinois était donc totalement un capitalisme d'État (gouvernemental). Dans le cadre des "réformes", le capitalisme monopoliste d'État s'est partiellement transformé en système capitaliste monopoliste privé. Cela signifie que, puisque la Chine s'est partiellement transformée en capitalisme monopoliste privé de style occidental⁸, l'impérialisme capitaliste en Chine semble être similaire à celui des États-Unis, de

⁶ Le yuan est la monnaie chinoise et en mars 2012, un dollar américain était égal à 6,3 yuans chinois.

⁷ Manifestations de protestation sur la place Tiananmen - Au printemps 1989, les étudiants pro-démocratiques ont organisé des manifestations de grande ampleur dans toute la Chine. Ils réclamaient des réformes démocratiques. Avec la mort de l'ex-secrétaire général du PCC Hu Yao-bang en avril 1989, ces manifestations sur la place Tiananmen à Pékin ont atteint leur apogée. Dans ce mouvement, les manifestants ont défié les ordres d'interdiction du gouvernement et ont poursuivi l'agitation. Ils ont exigé que le leader du PCC, le révisionniste Deng et ses associés quittent le pouvoir. Le 20 mai, le gouvernement a imposé la loi martiale. Les impérialistes américains ont encouragé ce soi-disant "mouvement démocratique" de toutes les manières possibles. Le gouvernement révisionniste de Deng déploie l'armée et réprime très cruellement ces manifestations. Des centaines de manifestants sont morts dans les attaques de l'armée les 3 et 4 juin 1989. Des milliers d'entre eux ont été blessés ou arrêtés. Il y a eu des pendaisons à grande échelle.

⁸ Capitalisme monopolistique privé de style occidental - Le capitalisme et le capitalisme monopolistique sont apparus en Europe occidentale et aux États-Unis et existent à grande échelle. Le capitalisme monopoliste s'est développé progressivement à partir de la concurrence sévère dans le système économique capitaliste privé des

l'Europe et du Japon. Lorsque le capitalisme a été restauré en Union soviétique, il a mis en œuvre une politique capitaliste monopoliste d'État.

Après que la clique de traîtres de Khrouchtchev et Brejnev ait pris le Parti et tous les pouvoirs du gouvernement en Union soviétique, la couche privilégiée de la bourgeoisie russe a élargi son pouvoir politique et économique à grande échelle. Cette couche privilégiée a renforcé sa position dominante dans le Parti, le gouvernement, l'armée, l'économie et la culture. Cette couche privilégiée est devenue une classe capitaliste monopoliste bureaucratique qui contrôle le mécanisme de l'État et la propriété sociale. Cette nouvelle classe bourgeoise monopoliste bureaucratique a utilisé le pouvoir de l'État sous son contrôle pour transformer la propriété socialiste en propriété des capitalistes routiers, le système économique socialiste en système économique capitaliste et en système économique capitaliste monopoliste gouvernemental.

L'hégémonie du gouvernement de parti unique se poursuit

L'intégrité et la particularité de la classe capitaliste bureaucratique "rouge" chinoise ont joué un rôle central dans la répression des incidents de la place Tiananmen en 1989. Ces incidents ont prouvé une fois de plus que le capitalisme est contre la démocratie par nature et qu'il s'agit d'un système d'oppression sociale. Ils ont supprimé les luttes populaires par la violence et la force cruelles, et c'est seulement ainsi qu'ils ont pu imposer le système d'oppression fasciste capitaliste aux masses laborieuses. Ils ont ainsi pu ouvrir la voie au développement du capitalisme.

Les réformes de deuxième génération

Le PCC révisionniste a été secoué par les incidents de la place Tiananmen et la désintégration du bloc de l'Est (Elsine a mis en œuvre des réformes visant à ouvrir un système de libre marché pour toute la bourgeoisie d'Europe de l'Est et d'URSS). Il a donc reconstitué le contrôle central sur le système Parti-gouvernement qui s'était relâché avec les réformes de la première génération. La direction du PCC a repris le contrôle de la distribution du budget du gouvernement. Elle a rétabli la stabilité financière et économique. Deng a introduit les "réformes" de deuxième génération après sa visite des ZES du sud de la Chine à l'été 1992. Le premier aspect important de ces réformes a été d'étendre les ZES à de nombreuses autres villes et États. Ces réformes n'ont pas cédé aux incidents qui se sont produits en dehors de la Chine (Europe de l'Est, URSS) et ont pris une nouvelle direction différente avec des caractéristiques chinoises.

Au début des années 1990, les capitaux étrangers attendaient de vastes opportunités s'il y avait une chance d'utiliser une main-d'œuvre bon marché et disponible. Cela signifie que les multinationales attendaient l'occasion de pénétrer dans les entreprises du secteur public chinois. En outre, étant donné que la Chine a acquis des compétences dans le domaine du travail salarié et grâce à l'accumulation de capital dans le cadre de la politique économique socialiste et pendant la première génération de réformes, elle était relativement plus forte que les autres systèmes économiques d'Asie de l'Est. Grâce à sa large base industrielle, la Chine disposait de facteurs favorables pour fournir des intrants⁹ et des services locaux essentiels. La Chine disposait également d'une infrastructure sociale et économique de base relativement développée pour faciliter la production industrielle.

Quoi qu'il en soit, le système commercial qui à la fois respectait et ne respectait pas les réglementations en Chine était étroitement lié aux systèmes du Parti et du gouvernement pendant ces réformes de deuxième génération. Il y avait moins d'opportunités pour les capitaux étrangers. Les capitaux étrangers devaient passer des accords avec le gouvernement chinois pour réaliser des profits à grande échelle.

pays capitalistes impérialistes. Il s'agit du capitalisme monopoliste privé de style occidental. Le capitalisme monopoliste gouvernemental n'est apparu qu'après que le capitalisme monopoliste privé se soit développé dans une certaine mesure et pour servir ce capital monopoliste privé lorsque le pouvoir de l'État et le capital monopoliste ont fusionné.

⁹ Les intrants sont le soutien apporté de l'extérieur à un processus spécifique (production, service ou opération). Par exemple, les matières premières, l'eau, l'électricité et d'autres infrastructures de ce type qui aident à la production, la force de travail et d'autres choses de ce genre.

Avec un système économique fort, le gouvernement chinois était en mesure de négocier fermement avec les principales sociétés multinationales. Il leur a imposé ses conditions. Lorsque le capital étranger prenait directement et réellement la forme de capital productif, c'est-à-dire s'il s'agissait de formes spécifiques comme des usines et des fabriques de machines, il était autorisé. Normalement, ils prenaient la forme de coentreprises entre des sociétés d'État et des sociétés multinationales concernant des investissements à grande échelle. Le gouvernement a généralement gagné un contrôle sur ceux-ci. Les sociétés multinationales de ces coentreprises fournissaient des usines modernes, une technologie moderne dans les entreprises de fabrication de machines, une expérience technique dans leur utilisation et des compétences de gestion. Ces sociétés ont également fourni le marketing, les ventes et le réseau de distribution nécessaires pour vendre les produits sur le marché mondial. En retour, le gouvernement chinois leur fournissait des résidences pour les travailleurs, des routes, des réseaux de communication, une main-d'œuvre bon marché et disponible, souvent fournie par le bureau de placement du gouvernement chinois, ainsi que d'autres infrastructures sociales et économiques de base. Les bénéfices de ces coentreprises étaient partagés entre le gouvernement et les sociétés multinationales.

Jusqu'en 1992, les investissements étrangers provenaient essentiellement de Hong Kong, de Taïwan et un peu du Japon, principalement sous forme d'investissements de petite et moyenne envergure. Dans le cadre de ces réformes de deuxième génération, le gouvernement a commencé à autoriser les investissements lourds avec une attitude nouvelle et accommodante. En conséquence, l'IDE qui était d'un peu plus d'un milliard de dollars américains en 1992 a dépassé les 50 milliards de dollars américains en 1994. Avec l'afflux de ces IDE, les entreprises orientées vers l'exportation se sont développées rapidement.

Cette vague d'IDE a apporté de nombreux avantages immédiats au gouvernement chinois. Tout d'abord, grâce au flux de bénéfices des coentreprises vers le trésor public, le gouvernement a pu combler le déficit de son budget. Deuxièmement, grâce à ces IDE, le déficit du commerce extérieur de la Chine s'est transformé en équilibre commercial avec l'augmentation des exportations. Troisièmement, les coentreprises ont créé de l'emploi, élargi les affaires commerciales au mécanisme des hauts fonctionnaires par le biais duquel le gouvernement central les possédait et les exploitait. En restructurant les industries en déclin, elles ont créé des conditions beaucoup plus favorables.

La restructuration des industries du gouvernement central

Dans les années 1980, la première génération de réformes s'est concentrée sur les petites industries, les industries de niveau moyen et l'agriculture. Au fur et à mesure que les organisations coopératives urbaines, les entreprises des villes et villages ou les organisations commerciales, les entreprises et industries privées se sont développées, les investissements dans les grandes industries lourdes détenues par le gouvernement central ont diminué et leur développement a ralenti. Ils se sont concentrés sur le secteur du gouvernement central dans cette deuxième génération de réformes. Le 15^{ème} Congrès du PCC en 1997 a annoncé qu'il allait restructurer totalement le secteur du gouvernement central. L'objectif était de transformer les entreprises d'État, qui sont devenues des organisations du secteur public, en sociétés à but lucratif.

Dans ce programme de restructuration, la première mesure a consisté principalement à privatiser les petites organisations publiques en achetant la gestion ou la force de travail des travailleurs. La deuxième mesure a consisté à transformer le reste des organisations détenues par le gouvernement en sociétés par actions. Bien que quelques actions aient été vendues à des investisseurs privés sur le marché boursier nouvellement établi en Chine, la plupart des actions n'étaient pas négociables. Normalement, les différents organes du gouvernement détenaient ces actions. Ainsi, la majorité des actions de presque toutes les industries lourdes du pays sont devenues la propriété de sociétés gouvernementales. La création de coentreprises avec des capitaux étrangers a été rendue très facile par la séparation de la propriété et de la gestion dans le style des sociétés occidentales. Cela a facilité le développement de la technologie et la modernisation des entreprises. La troisième mesure a ouvert la voie au processus de corporatisation. Les organisations du secteur public ont été transformées en organisations à but lucratif. Ainsi, la classe ouvrière a été privée des avantages sociaux. Cela signifie que

le gouvernement a supprimé les avantages sociaux que les travailleurs-paysans ont obtenus par la révolution et la construction socialiste. Ce n'était rien d'autre qu'une attaque directe des capitalistes contre la grande classe ouvrière de Chine.

Cette décision a entraîné une vague de privatisations, des licenciements à grande échelle et une augmentation des capitaux privés. Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi de la valeur dans les organisations économiques du secteur public appartenant au gouvernement chinois, il y a eu une vague de licenciements sans scrupules. Selon les statistiques officielles du PCC, plus de 60 millions de travailleurs ont été licenciés des organisations économiques/entreprises appartenant au gouvernement entre 1998 et 2002. Les entreprises ont été modernisées dans le but d'exporter pour faire face à la concurrence sur le marché mondial, ce qui a entraîné des licenciements à grande échelle. Autre attaque contre la classe ouvrière chinoise, le droit à l'emploi à vie dans les organisations du secteur public a été aboli et un système de travail sous contrat¹⁰ a été introduit. Les travailleurs devaient donc renouveler leur contrat avec la direction chaque année sur une base individuelle. Les travailleurs ont longtemps riposté, mais l'administration gouvernementale bureaucratique a réussi à mettre en œuvre cette politique par le biais de la répression fasciste et en divisant les travailleurs. Un autre exemple de l'attaque du gouvernement contre les travailleurs chinois a été l'introduction du salaire à la pièce. Selon cette politique, les travailleurs recevaient un salaire en fonction de leur travail.

Dans le cadre de ce programme de restructuration, le secteur public a été considérablement contrôlé. Ainsi, la production en Chine a commencé à se faire principalement dans le secteur privé. Le secteur privé représentait près de 70 % du PIB du pays. Entre 1998 et 2010, la part des organisations du secteur public dans les propriétés industrielles a diminué de 68,8 % à 42,4 %, tandis que le nombre d'employés a été réduit de 60,5 % à 19,4 %. La part des organisations du secteur public dans les exportations chinoises est également tombée à 15 % en 2010, contre 57 % en 1997. Dans les années 1990, des milliers d'organisations du secteur public ont fait faillite. De nombreuses organisations ont été regroupées et transformées en grandes unités. Ainsi, la taille des entreprises du secteur public a diminué. La Banque mondiale l'a encouragé de la manière suivante : "De nombreuses organisations du secteur public ont été transformées en sociétés, totalement restructurées (en même temps que catégorisation de la main-d'œuvre). Nous espérons qu'ils travaillent sur la base du profit, par conséquent ... il y a eu une augmentation des bénéfices des organisations du secteur public". En raison de ce changement, tant le secteur capitaliste public que le secteur capitaliste privé ont augmenté leur taux de profit.

Bien que la part du secteur capitaliste gouvernemental soit moindre, elle a néanmoins joué un rôle important. Les investissements immobiliers statiques des organisations privées chinoises dans les organisations du secteur public s'élèvent à près de 35 %. Deux tiers des 500 plus grandes entreprises du monde sont des entreprises du secteur public chinois. Les actions des banques, des compagnies d'assurance et des très grandes organisations du secteur public sont contrôlées par la Commission centrale de supervision et d'administration des actifs d'État (State owned Assets Supervision and Administration Commission-SASAC).

Une nouvelle classe bourgeoise

En Chine, les classes dirigeantes révisionnistes ont continué à s'appuyer sur l'oppression et l'exploitation des masses laborieuses dans le style capitaliste, parallèlement au développement des rapports de production capitalistes. Cette classe dirigeante bureaucratique gouvernementale s'est progressivement transformée en classe capitaliste monopoliste bureaucratique et en classe capitaliste monopoliste privée.

La Chine a progressé principalement sur la base de son propre capital national. Le pouvoir politique révisionniste a adopté un "double système de prix" par lequel les entreprises d'État pouvaient acheter

¹⁰ Le système de travail sous contrat est une "méthode de contrat de travail" qui réduit progressivement le nombre de travailleurs permanents et emploie des travailleurs temporaires et des travailleurs saisonniers en grand nombre.

des matières premières à un taux inférieur et vendre des produits finis au secteur privé à un taux supérieur. Cela a ouvert la voie à la corruption à grande échelle. Les cadres supérieurs du Parti ont ainsi accumulé de gros capitaux. Par la suite, les enfants de ces cadres supérieurs ont pénétré tous les secteurs de l'économie et ont établi leur domination dans chaque secteur en utilisant ce capital, ce qui a abouti à la formation d'une puissante classe capitaliste monopoliste d'État. La classe capitaliste issue de la bureaucratie et la classe capitaliste issue du Parti, puis la classe capitaliste privée, se sont emparées des postes du Parti. L'écart entre la classe capitaliste monopoliste d'État et la classe capitaliste monopoliste privée a été éliminé à la suite de ce processus. Ces deux classes sont ensemble au pouvoir. Le capital d'État et le capital privé poursuivent l'exploitation grâce au contrôle de l'État. Le capitalisme aux caractéristiques chinoises fonctionne sous la forme du capital d'État et comme l'essence du capital privé. Le gouvernement central qui a le monopole sur les quelques organisations monopolistiques a un contrôle ferme sur le capital financier de la Chine. Quatre des dix plus grandes banques du monde appartiennent à la Chine. Le système administratif de ces banques est entre les mains des hauts dirigeants du PCC. En un mot, ce capital monopolistique de l'État est contrôlé par les classes capitalistes monopolistiques bureaucratiques et privées et ce sont elles qui le gèrent.

La propriété du gouvernement ou la propriété nette du peuple ne doit pas nécessairement se transformer en propriété spécialement privée. C'est parce que, dans le processus de développement capitaliste, les membres de la classe dominante ont accumulé des biens privés en volant les biens du gouvernement (les biens collectifs du peuple) par des méthodes trompeuses. Il n'y a rien qui puisse les empêcher de le faire.

Les principales méthodes utilisées par les membres de la classe dirigeante pour accumuler des biens privés en volant les biens du gouvernement (biens sous la propriété du peuple) par des méthodes trompeuses étaient les suivantes - (*Développement du capitalisme en Chine - Lutttes de classes - Li Minqui*) - :

1. Vendre et acheter avec le pouvoir bureaucratique - Selon les estimations officielles des experts chinois, le "revenu" total (profit non productif réalisé grâce au pouvoir monopolistique) provenant des "variations de prix", des "variations d'intérêts", des "variations de taux de change" et d'autres choses de ce genre serait de 400 milliards de yuans. Quarante pour cent de ce montant irait dans les poches des membres de la classe dirigeante et de ceux qui leur sont liés de diverses manières.

2. Le commerce illicite avec le pouvoir dans la bureaucratie- Le commerce illicite avec le pouvoir dans la bureaucratie (spéculation) n'était pas comme les marchandises ou les services ordinaires mais l'achat et la vente de parts de biens immobiliers et d'actions. Les actions sont identiques au capital fictif. Sa valeur était plusieurs fois supérieure à celle qui provient de la production réelle. Bien qu'il n'y ait pas de valeur naturelle pour la terre depuis qu'elle a été transformée en marchandise, sa valeur a atteint des millions ou des milliards de yuans dans les transactions foncières. Ainsi, la vitesse et l'ampleur de l'accumulation de biens par le biais du commerce illégal avec le pouvoir bureaucratique étaient supérieures à celles de l'achat et de la vente avec le pouvoir bureaucratique.

3. Commerce par le biais d'organisations de pouvoir bureaucratiques - En 1992, le nombre de nouvelles entreprises dans le pays est monté à 220 000. C'est 88,9 % de plus qu'en 1991. Les nouvelles entreprises étaient principalement dirigées par des organisations gouvernementales. Les organisations gouvernementales géraient elles-mêmes plus de 60 % de leurs activités. L'Armée populaire de libération (APL) a également ouvert des hôtels luxueux. Les usines appartenant à l'APL produisaient à grande échelle des réfrigérateurs, des pianos, des téléviseurs et des avions de tourisme pour le marché. Dans la ZES de Shenzhen, on comptait près de 400 bureaux de vente d'usines gérées par l'armée. Ainsi, les entreprises gérées par le pouvoir bureaucratique en situation de monopole ont réalisé beaucoup plus de bénéfices de monopole que de bénéfices ordinaires.

4. Le capital compradore- Quelques membres de la classe dirigeante chinoise se sont associés directement au capital étranger. Ils ont aidé le capital étranger à exploiter le peuple chinois. Ils ont obtenu une part des superprofits réalisés par le capital étranger. Les capitalistes étrangers qui voulaient échapper au contrôle du commerce et aux diverses restrictions sur les capitaux cherchaient des moyens d'éviter les taxes. Ils ont essayé d'obtenir des terres gratuites ou bon

marché et d'autres intérêts. Ils avaient besoin de l'aide de quelques personnes qui pouvaient utiliser le pouvoir de leur classe dirigeante à cette fin et agir en tant que capitalistes compradores. Les fils et les filles des dirigeants de haut niveau (importants) du PCC dominaient les postes élevés des organisations du secteur public. Ils collaboraient avec les très grandes banques et les sociétés multinationales des États-Unis, d'Europe et du Japon. Les organisations du parti, du gouvernement et du secteur public étaient étroitement imbriquées, sans aucune différence.

Il y a eu de graves pertes de revenus et de biens du gouvernement, car la classe dirigeante a volé les biens du gouvernement de manière frauduleuse. C'est l'une des principales raisons de la crise financière du gouvernement. Afin de surmonter la crise financière, les revenus doivent être augmentés et les dépenses doivent être réduites. Comment augmenter les revenus ? Comment réduire les dépenses en augmentant les prix des produits de base ? Il n'y a pas d'autre solution qu'une réduction de la protection sociale.

Une poignée de personnes ont accumulé d'énormes biens en volant frauduleusement les biens de l'État. En dernière analyse, cela signifie qu'ils ont pu le faire en exploitant les larges masses laborieuses. En 1993, trois pour cent (trente millions) de la population chinoise appartenaient à la classe riche. De 1986 à 1993, cent milliards de yuans de biens publics sont devenus la propriété privée des classes dirigeantes. Cela signifie qu'ils ont accumulé 800 milliards de yuans de biens privés entre 1986 et 1993. Tous sont des membres de la classe dirigeante capitaliste bureaucratique. Ainsi, la classe dirigeante exploiteuse de Chine a pu créer une nouvelle classe capitaliste monopoliste bureaucratique et une classe bourgeoise monopoliste privée. Cela signifie que le capital monopoliste bureaucratique et le capital monopoliste privé sont dominants dans la société chinoise.

La libéralisation du commerce - adhésion à l'OMC

Alors que le secteur public chinois était en cours de restructuration, la crise en Asie de l'Est à la fin des années 1990 détruisait Singapour, la Malaisie, l'Indonésie et la Thaïlande. En raison de leurs intérêts de classe, les forces impérialistes des États-Unis, de l'Europe et du Japon ont introduit le capitalisme à titre expérimental au début des années 1990 afin de dresser un mur contre le "communisme" dans les pays connus sous le nom de tigres de l'Asie du sud-est. Afin de permettre l'entrée de capitaux sous forme de prêts dans leurs pays, les Tigres d'Asie du sud-est ont relâché les contrôles sur les capitaux. Les banques et les fonds d'investissement occidentaux se sont empressés d'acheter des parts dans les entreprises d'Asie du sud-est, dans l'espoir de réaliser de gros profits grâce au "brillant système économique" de l'Asie du sud-est. Au départ, cet afflux de capitaux financiers étrangers a contribué à accélérer l'accumulation réelle de capital dans les pays des Tigres de l'Asie du sud-est. Il a conduit à une croissance soudaine dans cette région.

Quoi qu'il en soit, l'insuffisance de la force de travail et la baisse de la croissance ont augmenté et le taux d'accumulation réelle du capital a commencé à ralentir. Ces investissements ont progressivement acquis un caractère spéculatif. En 1997, il n'y avait pas les bénéfices attendus de ces investissements spéculatifs. Le capital financier étranger a donc quitté ces pays. Comme ils se sont enfuis après avoir changé leur capital d'investissement en dollars américains, les monnaies nationales de ces Tigres d'Asie du sud-est n'ont pas pu résister au dollar américain. Ils se sont effondrés les uns après les autres. La crise de l'Asie du sud-est de 1997-98 s'est propagée dans le monde entier. Au moment où le capital financier mondial avait peur d'investir dans de tels systèmes économiques, de graves crises financières ont éclaté dans le Sud, aux États-Unis et en Russie.

Bien que la Chine soit étroitement liée à l'accumulation de capitaux des Tigres d'Asie du sud-est, elle a surmonté ce cyclone économique sans trop de difficultés. La principale raison en est que le gouvernement contrôlait son système économique. Le gouvernement chinois pouvait lier le capital étranger à l'investissement dans le capital productif réel qui avait une base économique solide. Les officiels chinois ont mis en place des contrôles stricts sur les flux de capitaux provenant de l'étranger, de l'intérieur du pays vers l'extérieur. En cas de crise financière grave, les capitalistes étrangers ne pouvaient pas retirer leurs investissements, c'est-à-dire qu'ils ne pouvaient pas les retirer de Chine.

Ainsi, le gouvernement chinois a pu contrôler les turbulences financières qui ont résulté de la crise de l'Asie du sud-est.

Mais peu après la crise en l'Asie du sud-est, les capitaux étrangers entrant en Chine ont diminué. Cela a entraîné un problème d'accumulation de capitaux orientés vers l'exportation. La politique "Go Global" lancée par la Chine en 2000 a contribué à développer ses investissements directs à l'étranger. À cette fin, la Chine a accepté les conditions qui, en fait, les affectaient (elles étaient plus défavorables que favorables) pour rejoindre l'OMC en décembre 2001. En conséquence, les droits de douane sur les importations étaient beaucoup moins élevés que dans n'importe quel autre pays "en développement". Ils ont été réduits de 6 % en moyenne, passant de 40 % à 34 %. Dans le même temps, les subventions à l'exportation ont été supprimées. Cette politique de libéralisation économique a posé des problèmes à l'agriculture chinoise arriérée. Mais l'adhésion de la Chine à l'OMC l'a aidée à limiter les mesures américaines contre les exportations. Le gouvernement chinois a donc mis en œuvre, dans une large mesure, les aspects et les accords qu'il a acceptés dans le cadre des accords de l'OMC dans de nombreux domaines concernant le commerce, la libéralisation des industries et la déréglementation. En devenant membre du système de l'OMC, la Chine a en quelque sorte accepté le nouveau système mondial sous la domination des États-Unis. Après l'éclatement de la bulle Internet¹¹ du système économique américain, les capitaux étrangers sont entrés en Chine et ont intensifié le développement basé sur les exportations. En 2004, la Chine est devenue le plus grand récepteur d'investissements directs étrangers au monde. La classe dirigeante chinoise a fait tout cela de manière planifiée pour concurrencer les États-Unis et les autres grandes puissances impérialistes. Après avoir accepté les règles du jeu, la Chine s'est également efforcée de les modeler en sa faveur. Cette relation qui est devenue favorable entre le gouvernement chinois et l'accumulation de capital est une condition inévitable pour que la Chine devienne une puissance économique mondiale. Cette transformation accroîtrait le contrôle du gouvernement chinois. Il dirigera le capital étranger de manière à explorer la force de travail des vastes travailleurs en Chine et à l'intégrer dans l'accumulation du capital mondial. Ainsi, la Chine est devenue une partie de l'ordre capitaliste mondial, ce qui a donné un grand élan à l'accumulation du capital.

3. La Chine est devenue une importante puissance économique mondiale

Avec l'intensification du capitalisme pendant les réformes de deuxième génération en 1990, le système économique chinois s'est développé rapidement. Un aspect qui a principalement contribué au développement rapide du système économique chinois est la propriété gouvernementale des biens. Il a donc utilisé ses bénéfices pour financer le capital du gouvernement ou pour fournir des subventions aux IDE ou aux exportateurs. Ainsi, les investissements indirects ont été encouragés.

Les capitaux publics, les IDE et les exportations sont devenus les trois piliers de la stratégie réussie de la Chine qui a augmenté l'exportation d'une croissance maximale dépendante des IDE. La part de la Chine dans la production mondiale globale a augmenté à grande échelle au cours des deux dernières décennies sur la base du PIB. Alors qu'en 1991, la production de la Chine représentait 4,1 % de la production mondiale, elle est passée à 14,3 % en 2011. La Chine est ainsi devenue le deuxième plus grand système économique. Dans le même temps, la part des États-Unis a diminué, passant de 24,1 % à 19,1 %.

Dans le secteur manufacturier central d'où provient la valeur capitaliste, le système économique chinois a atteint la première place mondiale. Ainsi, la Chine a pris la place des États-Unis, qui étaient le

¹¹ Le nouveau système économique des États-Unis - le boom de l'internet et son effondrement - À la fin des années 1990, les impérialistes américains ont développé le commerce électronique (transactions commerciales électroniques) à grande échelle, en s'écartant des méthodes conventionnelles et en s'appuyant sur l'internet. Ce commerce électronique s'est considérablement développé en 1999-2002. Selon les statistiques du bureau américain, il était de 15 milliards de dollars en 1999 et est passé à 44 milliards de dollars en 2002. Le mouvement s'est lentement ralenti et, en 2000-2001, le commerce électronique s'est retrouvé en grande partie en faillite. La bulle Internet qui a commencé et s'est développée à la fin des années 1990 a éclaté au début du 21^{ème} siècle. En 1999-2001, près de 520 entreprises de commerce électronique ont cessé leurs activités ou ont fait faillite. Selon le magazine Fortune, un million d'employés ont été jetés à la rue (licenciés).

producteur de produits manufacturés depuis 110 ans. En 2011, un cinquième, soit 19,8 % de la production mondiale, provenait de la Chine et 19,4 % du système économique américain. Cela signifie que la Chine est devenue un très gros exportateur dans le monde. Elle produit 50 % des appareils photo, 30 % des climatiseurs, des téléviseurs, 25 % des machines à laver et près de 20 % des réfrigérateurs. En 2010, elle a satisfait plus de 20 % de la demande du marché pour les voitures. En 2003, les exportations totales de la Chine ont atteint 33 % de son PIB. Sa valeur était de 438,87 milliards de dollars. Ce chiffre était de 18 % en 1996. Les entreprises chinoises à investissement étranger ont exporté pour 240,34 milliards de dollars. Cela représentait 62,4 % des exportations totales des entreprises.

La valeur des exportations de produits manufacturés atteint 403,56 milliards de dollars. Cela représente 92 % du total des exportations. Les exportations d'une valeur de plus de 110 milliards de dollars sont des produits de haute technologie. La valeur des activités de transformation était de 241,85 milliards de dollars. Cela représente 60 % des exportations totales.

La puissance de l'économie chinoise se reflète dans le faible nombre de ses prêts sur le marché financier mondial. Étant donné que les prêts étrangers de la Chine ne représentent que 9,3 %, la part des prêts destinés au service des prêts (intérêts, etc.) dans le revenu national est de 2,5 %. D'autres pays impérialistes ont contracté des prêts auprès du capital financier de la Chine. Ainsi, contrairement à l'opinion de quelques maoïstes, la Chine n'est ni dépendante des pays impérialistes, ni un pays exploité par ces pays impérialistes. Au contraire, elle est sans aucun doute devenue un nouveau pays social-impérialiste en 2014. Il a émergé en tant que puissance impérialiste uniquement parce qu'il surexploite la classe ouvrière du pays. Il ne fait aucun doute que l'industrialisation rapide a conduit à ce changement. L'émergence de la Chine en tant qu'usine mondiale renforce la restructuration économique du monde et modifie la dynamique de la chaîne de l'offre et de la demande du système économique mondial. Elle est devenue un dragon affamé de sources d'énergie et de matières premières, du minerai de fer au caoutchouc naturel.

La nature de l'impérialisme ne changera jamais

Bien que l'impérialisme se soit affaibli après les changements majeurs survenus dans le monde après la Seconde Guerre mondiale, il n'a pas pris fin. Dans ces conditions, le grand maître marxiste Mao a déclaré à plusieurs reprises à propos de la nature de l'impérialisme : « Nous sommes encore à l'ère de l'impérialisme, à l'ère de la révolution prolétarienne. L'analyse scientifique de Lénine sur l'impérialisme, basée sur les principes fondamentaux du marxisme, est absolument correcte. Le principe fondamental du léninisme n'est pas dépassé ». Ce principe des camarades Lénine et Mao est la base de notre théorie et de notre pratique, même aujourd'hui. Ainsi, comme l'a dit le marxisme-léninisme-maoïsme, l'impérialisme n'a pas une longue vie. Le capitalisme impérialiste parasite sur son lit de mort est le début de la révolution socialiste prolétarienne. L'impérialisme ne s'écartera pas de l'histoire par sa propre volonté. L'impérialisme ne sera totalement éliminé de cette terre que lorsque les nationalités et les masses opprimées s'uniront et feront de la révolution socialiste mondiale un succès sous la direction de la classe prolétarienne. Mais lorsqu'il atteindra son dernier stade, l'impérialisme luttera plus cruellement pour son existence. Telle est la nature de l'impérialisme.

Au 21^{ème} siècle, nous vivons actuellement dans une nouvelle ère révolutionnaire mondiale. Après la disparition de Lénine et de Mao, la situation du monde a subi des changements majeurs. L'ensemble du développement de l'histoire du monde prouve que les enseignements révolutionnaires de Lénine sont corrects et que le marxisme-léninisme-maoïsme est invincible. Mais l'histoire a ses propres tours et détours. Tout comme le révisionnisme de Bernstein et Kautsky est apparu après la disparition d'Engels, le révisionnisme de Khrouchtchev-Brejnev est apparu après la disparition de Staline, de même le révisionnisme de Hua-Deng est apparu après la disparition de Mao. En Union soviétique, en 1956, le capitalisme a été restauré sous la direction du révisionniste Khrouchtchev et l'Union soviétique révisionniste est devenue le social-impérialisme sous la direction de Brejnev. Après la disparition de Mao, le capitalisme a été restauré en Chine socialiste sous la direction de Hua-Deng et elle s'est transformée en une puissance social-impérialiste.

Les conditions internationales actuelles révèlent l'importance d'assumer encore plus ces tâches - exposer et éliminer le révisionnisme mondial, exposer la nature de classe social-impérialiste de la Chine révisionniste, montrer la vérité historique que comme le capitalisme-impérialisme, le social-impérialisme s'effondrera aussi, et faire avancer les luttes des masses opprimées ouvrières et paysannes et des nationalités opprimées contre l'impérialisme, toutes sortes de révisionnisme et toutes sortes de réactionnaires.

Mais la Chine révisionniste s'est-elle transformée en un pays (une puissance) social-impérialiste ? Cette question fait l'objet d'un débat sérieux dans le monde entier depuis une dizaine d'années. Les changements en Chine doivent être analysés à la lumière des caractéristiques de l'impérialisme définies par Lénine. Nous serons alors en mesure d'analyser les changements en Chine de manière réelle. C'est la méthode correcte des marxistes-léninistes-maoïstes. Analysons et synthétisons brièvement et simplement la relation et la connexion entre les principales caractéristiques économiques de l'impérialisme telles que Lénine les a expliquées.

Lénine a défini l'impérialisme de manière exhaustive et définitive : « L'impérialisme est une phase historique spéciale du capitalisme. Sa nature particulière est de trois types : l'impérialisme est 1. le capitalisme monopolistique, 2. le capitalisme parasitaire ou en décomposition, 3. le capitalisme sur son lit de mort. »

Lénine a dit qu'il y avait cinq caractéristiques fondamentales de l'aspect économique de l'impérialisme - « 1. La centralisation de la production et la centralisation du capital se développent au plus haut niveau et des organisations monopolistiques jouant un rôle décisif dans la vie économique apparaissent. 2. Le capital bancaire et le capital industriel fusionnent pour former le "capital financier" sur la base duquel l'oligarchie financière prend le pouvoir. 3. Plus que l'exportation de marchandises, l'exportation de capitaux acquiert une grande importance. 4. Des organisations monopolistiques internationales se forment et se partagent le monde. 5. La division du monde entier serait complète entre divers grands pays capitalistes »¹². La théorie de Lénine sur l'impérialisme est le télescope et le microscope qui nous permettent d'expliquer la nature réactionnaire de l'impérialisme.

Voyons maintenant la condition spécifique de la Chine à la lumière des aspects que Lénine a révélé.

4. Les entreprises capitalistes monopolistes en Chine

Le capital monopolistique bureaucratique et le capital monopolistique privé dominant la Chine. Bien que les investissements occidentaux et japonais aient considérablement pénétré en Chine, la classe dirigeante chinoise a contrôlé la domination des entreprises monopolistiques étrangères sur son système économique. Elle a développé un gouvernement fort et des entreprises monopolistiques privées en Chine. Les entreprises d'État sont officiellement détenues par le gouvernement et travaillent comme des sociétés privées chinoises, c'est-à-dire comme des entreprises multinationales et des sociétés transnationales ordinaires¹³ sur le marché national et international. Le Parti communiste chinois et l'État ont plus d'influence sur les sociétés d'investissement privées que dans les autres pays impérialistes capitalistes. La raison en est que la plupart des propriétaires et des dirigeants de ces sociétés privées sont membres du PCC. La classe bourgeoise bureaucratique et la classe bourgeoise privée sont indissociablement liées l'une à l'autre. En 2002, un cinquième des industriels privés chinois étaient membres du PCC. Deux tiers étaient des "capitalistes rouges". Les très grands "capitalistes rouges" de Chine figurent sur la liste des milliardaires mondiaux de Forbes¹⁴.

¹² Lénine, L'impérialisme, stade suprême du capitalisme.

¹³ EMN, STN - Les EMN sont de grandes organisations capitalistes monopolistes des pays impérialistes. La plupart des unités de ces entreprises se trouvent dans les pays arriérés. Les multinationales profitent de la faible échelle des salaires des travailleurs et exportent du capital vers ces pays. Les STN sont des entreprises monopolistiques d'un pays. Dans certains cas, les multinationales travaillent également comme des STN. Ces deux types d'entreprises ont des activités mondiales. Leur croissance est illimitée depuis les années 1960. Elles ont de grandes propriétés.

¹⁴ Forbes Global Billionaire list - Il s'agit d'une liste de milliardaires dans le monde. Elle est publiée par le magazine américain Forbes.

Les entreprises monopolistiques publiques et privées fortes sont devenues des "acteurs mondiaux". Cela apparaît clairement lorsque l'on voit la progression des entreprises monopolistiques chinoises parmi les plus grandes entreprises mondiales. La Chine figure déjà au troisième rang du classement Forbes Global 2000¹⁵, l'indice des très grandes et très puissantes entreprises du monde. Cent vingt et une entreprises de cette liste sont chinoises. 524 sont des entreprises américaines. Le bénéfice moyen de ces 121 entreprises monopolistiques chinoises était de 168 milliards de dollars en 2012. Cela représente sept pour cent du bénéfice brut des 2000 très grandes entreprises du monde.

Nous constatons la même quantité de la part chinoise dynamique, importante et croissante dans les grandes entreprises monopolistiques du monde dans le Fortune Global 500¹⁶, un autre indicateur pour les très grandes entreprises du monde qui suit une norme différente. Trois des dix ultra-supermonopoles du monde sont chinois - Sinopec Petroleum Corporation, China National Petroleum et Energy Corporation State Grid. Si nous examinons les pays de ces 500 grandes entreprises mondiales au début de l'année 2000, la Chine a dépassé le Japon. Actuellement, elle occupe la deuxième place. Parmi elles, 73 sont chinoises, 132 sont américaines, 68 japonaises, 32 françaises et 32 allemandes. La part de la Chine augmente dans la production et les exportations mondiales. La position de tête de l'impérialisme américain s'affaiblit. Au début de l'année 2000, 197 des 500 sociétés du classement Fortune Global étaient américaines, mais en 2012, ce nombre est tombé à 132.

Certains pensent à tort qu'en raison de la domination des exportations de la Chine par les entreprises financées par des fonds étrangers, les multinationales étrangères dominent le système économique chinois. En réalité, le pourcentage des exportations totales des organisations financées par des fonds étrangers diminue progressivement. Selon les statistiques du gouvernement chinois, en 2012, ce pourcentage a chuté de plus de 50%¹⁷. La tendance actuelle est donc que les entreprises privées à capitaux locaux occupent une part beaucoup plus importante du marché des exportations.

Selon les statistiques chinoises, les "entreprises fonctionnant avec des fonds étrangers" ne sont, dans une large mesure, pas réellement étrangères. Les entreprises basées à Hong Kong (qui fait partie de la Chine depuis 1997) sont également incluses. Hong Kong est une source très importante et unique d'"investissements directs étrangers entrants" en Chine. En 2010, les investissements directs "étrangers" entrants s'élevaient à 456,2 milliards de dollars (41 %) ¹⁸. En 2010, l'IDE accumulé en provenance des États-Unis n'était que de 78,7 milliards de dollars (7,1 % du total).

Il existe un malentendu selon lequel les pays impérialistes comme les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne dominent le système économique chinois. Ce n'est pas le cas. En 2010, les IDE accumulés en Chine n'étaient que de 197,4 milliards de dollars, même si l'on additionne ceux des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, de la France et du Japon. Ce montant est bien inférieur à la moitié de celui provenant de Hong Kong uniquement (selon les statistiques ci-dessus). Une petite partie du capital vient de Taïwan, de la Corée du Sud, de Singapour et même de la petite île de Macao (qui fait désormais partie de la Chine). Mais aucun de ces pays ne peut être considéré comme une puissance étrangère capable de dominer ou de contrôler le système économique de la Chine. Ainsi, les analyses selon lesquelles les pays impérialistes étrangers et leurs multinationales dominent et contrôlent politiquement le système économique chinois sont fausses.

En 2010, le nombre de riches en Chine a dépassé les dix millions. Parmi eux, 251 étaient des milliardaires en dollars. Il y a six ans, il n'y avait que 15 milliardaires. Près de la moitié des riches étaient des traders. Le reste était composé de personnes détenant des parts dans diverses entreprises, de capitalistes dans le secteur immobilier ou de cadres de haut niveau. La plupart des super-riches de Chine sont des traders.

¹⁵ Forbes Global 2000 - Il s'agit de la liste des entreprises les plus grandes et les plus puissantes du monde. Elle est publiée par le magazine Forbes des États-Unis.

¹⁶ Fortune Global 500 - Il s'agit de la liste des 500 grandes entreprises du monde centrées sur les États-Unis. Elle est publiée par le magazine américain Forbes.

¹⁷ Communiqué statistique de la République populaire de Chine sur le développement économique et social national de 2012, Bureau national des statistiques de Chine, 22 février 2013.

¹⁸ Keas Davis, Inward FDI in China and its policy contexts, 2012, Columbia FDI profiles, 24 octobre 2012.

La classe capitaliste chinoise en développement est beaucoup plus petite que son concurrent, les États-Unis. Selon le rapport 2012 de Cap Gemini sur l'immobilier mondial¹⁹, la Chine occupe la quatrième place parmi les riches (après les États-Unis, le Japon et l'Allemagne). Ainsi, une classe super-riche de capitalistes monopolistes s'est formée en Chine.

Pour résumer, les organisations monopolistes chinoises sont les plus puissantes du monde. « Le monopole est la base économique solide de l'impérialisme » disait Lénine. C'est un indice pour dire que la Chine est devenue un pays social-impérialiste.

Profits super monopolistiques - L'exploitation sévère du travail de la classe ouvrière et des autres masses laborieuses est devenue la base matérielle permettant à la Chine de progresser en tant que puissance impérialiste. Le mécanisme d'État bureaucratique fasciste centralisé et structuré a rendu possible l'exploitation impitoyable des masses laborieuses et la suppression de leur résistance. Il a émergé de la plus-value saisie lors de l'exploitation extrêmement sévère des classes laborieuses. C'est le "secret" qui se cache derrière le spectacle économique chinois consistant à mener à la fois l'exploitation sévère de la classe ouvrière majoritaire et du reste des masses laborieuses et l'exploitation de profits supplémentaires à grande échelle. Les capitalistes monopolistes chinois sont devenus plus cruels que jamais.

Progressivement, le gouvernement chinois a procédé à des licenciements à grande échelle, à la restructuration et à la réduction du secteur public et a encouragé le secteur privé à faire de même, réussissant ainsi à transformer la force de travail des ouvriers chinois en une marchandise. Des lois spéciales avec les slogans d'autonomie, de discipline, ne pas hésiter à se sacrifier, de surmonter les difficultés, de servir le peuple et le pays et ainsi de suite pendant la période de Mao dans la société socialiste sont également utilisées en leur faveur pour ouvrir la voie à une exploitation sévère de la classe ouvrière chinoise.

La pauvreté était à son comble dans les campagnes chinoises et les villes offraient des possibilités d'emploi. Des milliers de personnes, dont une majorité de jeunes paysans, se sont donc rendus dans les villes à la recherche d'un emploi. Ces anciens paysans ou ces jeunes paysans qui sont allés en Chine dans les villes sont les travailleurs migrants. Les travailleurs qui quittaient les zones rurales pour se rendre dans les villes n'avaient pas de maison, de travail correct, d'éducation, de soins médicaux et de sécurité sociale. Leurs conditions de vie étaient très pathétiques. Beaucoup d'entre eux vivaient dans des maisons en ruine, des tentes, sous des ponts, des tunnels ou des coffres de voiture. En un rien de temps, ils sont devenus la principale source d'exploitation féroce pour les capitalistes. Selon le China Labor Bulletin, le nombre total de travailleurs migrants des zones rurales est de 200 à 300 millions. Près de 140 millions d'entre eux travaillent dans les villes. Quarante pour cent de la population de Pékin est constituée de travailleurs migrants. Sur les 14 millions d'habitants de Pen Jhen, 12 millions sont des migrants. Ces travailleurs migrants sont généralement contraints à des travaux dangereux et à des emplois peu rémunérés. Cinquante-huit pour cent de l'ensemble des travailleurs industriels et 52 % des travailleurs du secteur des services sont des travailleurs migrants. Un grand nombre de ces travailleurs migrants constituent un secteur non organisé à grande échelle et sont accessibles à une exploitation sévère en raison de leurs conditions horribles. Selon les statistiques officielles de la première décennie du 21^e siècle, le secteur organisé parmi les travailleurs urbains était de 30 à 37 pour cent.

La principale raison des profits considérables de la Chine est l'exploitation sévère des travailleurs et la réduction des salaires des travailleurs à un niveau inférieur à leur valeur réelle. Les entreprises étrangères ont elles aussi exploité les travailleurs sans discernement. Ainsi, la part des salaires des travailleurs dans le revenu national a chuté. La part des salaires des travailleurs du secteur manufacturier est passée de 52,3 % en 2002 à 26,2 % en 2008. La part des salaires totaux dans le PIB est passée de 57 % en 1983 à seulement 37 % en 2005.

¹⁹ Cap Gemini 2012 World Property Report présente les biens des riches dans le monde en 2012.

L'universitaire chinois Dang Tao a publié des statistiques suggérant que le taux d'exploitation de la force de travail des ouvriers a augmenté de manière importante en Chine au cours des deux dernières décennies.

Alors que les salaires représentaient moins de dix pour cent de la valeur totale des organisations industrielles chinoises, ils atteignaient près de 50 pour cent dans les pays développés au cours de la même période. Alors que la productivité industrielle américaine dans la région du delta de la rivière des Perles était d'environ 17 pour cent, les salaires n'étaient que de 6,7 pour cent. Par rapport au PIB, la rémunération du travail est passée de 53,4 pour cent à 41,4 pour cent en Chine entre 1990 et 2005. De 1993 à 2004, on a assisté à une baisse considérable du total des salaires et du pourcentage des bénéficiaires dans les organisations du secteur public et les industries lourdes également, de 20 % à 43 %. Si la Chine veut être un concurrent impérialiste puissant, elle doit continuer à exploiter sévèrement la classe ouvrière. Afin de concurrencer la Chine, les États-Unis, le Japon et d'autres pays impérialistes, elle doit nécessairement déplacer ses usines vers des pays arriérés. Elle doit y exploiter sévèrement la classe ouvrière et les masses laborieuses.

5. Le capital financier en Chine

Le premier caractère économique de l'impérialisme est le monopole. Le second est le développement du capital financier et l'oligopolisme²⁰ de quelques capitalistes financiers. Parallèlement à l'émergence d'une hégémonie monopolistique dans le secteur industriel, le monopole apparaît également dans le secteur bancaire. En achetant les actions d'organisations industrielles, les grandes banques entrent dans le secteur industriel. Les organisations industrielles monopolistiques entrent dans le secteur bancaire en achetant des parts de banques. En conséquence, le capital bancaire monopolistique et le capital industriel monopolistique fusionnent pour devenir le capital financier. En Chine, le capital industriel monopolistique et le capital bancaire monopolistique n'ont pas seulement émergé mais sont indissociablement liés l'un à l'autre, ce qui a conduit à la création du capital financier. Dans ce processus, quelques oligopoleurs financiers ont émergé et ont exercé un contrôle sur une grande partie du capital financier. Le gouvernement chinois est sous le contrôle de quelques seigneurs du monopole et exerce un contrôle ferme sur ce secteur. Par exemple, le président de l'entreprise de production de boissons Hangzhou Wahaha Group, la deuxième personne la plus riche de Chine, la famille de Jong Kwing Gou, a un revenu de 68 milliards de yuans. La famille de Wu Yujun, présidente de Long for Properties of Beijing, a un revenu de 40 milliards de yuans. Elle est l'une des personnes les plus riches de Chine. La famille du Premier ministre chinois Wen Jia-bao est désormais une famille capitaliste milliardaire. Elle possède des biens d'une valeur de 2,7 milliards de dollars.

Quatre des dix très grandes banques du monde proviennent de Chine. La Banque industrielle et commerciale de Chine (ICBC) est la plus grande d'entre elles. Elle possède un patrimoine de 2,8 trillions de dollars. Les autres sont la China Construction Bank (avec un patrimoine de 2,2 trillions de dollars), l'Agricultural Bank of China (2,1 trillions de dollars) et la Bank of China (avec 2 trillions de dollars). Ces banques sont le centre du capital financier de la Chine. Ces "quatre grandes" banques sont dirigées par des personnes haut placées dans la structure du pouvoir du PCC. Toutes les grandes banques de Chine sont fortement contrôlées par le Parti et le gouvernement. Ce contrôle de l'État sur les grandes banques chinoises est très important à bien des égards. Il s'agit du principal mécanisme permettant au Parti et au gouvernement de superviser l'ensemble du système économique et d'investir davantage dans les secteurs économiques qu'ils souhaitent renforcer et encourager. Ils encouragent notamment les prêts bancaires aux entreprises d'État. C'est l'une des raisons de l'emprise du gouvernement sur les organisations du secteur public dans le système économique chinois. Le contrôle financier de la Chine n'est pas aussi considérablement entre les mains des profiteurs de Wall Street²¹ que celui des États-Unis. Le contrôle monopolistique est entre les mains de la "classe dirigeante" bureaucratique et capitaliste monopoliste privée chinoise, qui s'est renforcée avec le PCC.

²⁰ Oligopole - L'oligopole est l'hégémonie économique de quelques capitalistes financiers.

²¹ Wall Street est une importante bourse de valeurs située dans la ville de New York, aux États-Unis.

L'oligarchie financière²² de la Chine a non seulement le contrôle du pouvoir politique dans le pays mais aussi sur les différents domaines de la superstructure. Par exemple, soixante-dix riches membres du Congrès national du peuple, organe législatif, ont augmenté leurs propriétés de façon considérable. Leurs biens dépassaient les biens communs des 535 membres, du président, des membres de son cabinet et de la Cour suprême du Congrès américain. En 2011, la propriété collective de ces 70 législateurs a atteint 565,8 milliards de yuans (89,8 milliards de dollars américains).

Le devoir des banques chinoises n'est pas seulement de financer la corporatisation dans les secteurs public et privé mais aussi d'accumuler des capitaux en Chine selon les directives du gouvernement. Quoiqu'il en soit, ces grandes banques chinoises sont extrêmement rentables. En 2012, la seule ICBC a réalisé des bénéfices non imposables de près de 50 milliards de dollars. Fin 2012, quatre grandes banques chinoises ont réalisé ensemble 150 milliards de yuans (30 milliards de dollars). Cela représente un tiers des bénéfices de la Chine. C'est trois fois plus que le montant total des quatre banques de premier rang des États-Unis.

L'aristocratie ouvrière

L'aristocratie ouvrière et les couches de la petite bourgeoisie sont apparues dans le processus de développement de la Chine capitaliste. Ils sont environ 100-150 millions de personnes. Il y a deux aspects à cela : l'un est qu'il y avait un grand nombre de syndicats, d'organisations d'employés et d'organisations paysannes en Chine dans le passé. En raison de la restauration du capitalisme, les révisionnistes ont pris la direction de ces syndicats. Ils étaient à la tête des syndicats publics et privés. C'était la principale source de l'aristocratie ouvrière. Deuxièmement, les membres de la strata bureaucratique étaient présents dans la gestion des usines, la gestion des services, des milliers d'entrepreneurs compradores, des avocats, des universitaires et des ingénieurs. Cette strata connue sous le nom de professionnels et de gestionnaires est au service des grandes entreprises chinoises et étrangères et de la classe capitaliste chinoise. Cette strata spéciale reflète l'émergence de l'impérialisme chinois. Conformément à cela, la majorité des travailleurs et des paysans sont très sévèrement exploités et réprimés. La base économique de cette aristocratie ouvrière et du révisionnisme dans le mouvement syndical est constituée par les superprofits du capital monopoliste. Dans le système impérialiste, lorsque l'aristocratie ouvrière apparaît, la théorie et la ligne révisionniste défendant l'impérialisme émergent également. L'aristocratie ouvrière est un agent de la classe bourgeoise sous le voile des travailleurs. Le révisionnisme est la théorie de la classe bourgeoise sous le couvert du marxisme.

L'anarchie économique est le caractère du capitalisme

La Chine n'a pas été beaucoup touchée par la crise de surproduction ou les crises financières. C'est parce qu'elle a été efficace pour équilibrer plus rapidement le poids du crédit et du débit. Les mesures de relance de la Chine ont été plus efficaces lors de la crise financière de 2008-09. Le système financier chinois se dirige vers une allocation anarchique du capital dans le cadre de la concurrence du marché. Si l'on se place du point de vue du MLM, c'est inévitable dans le capitalisme. C'est ainsi. Il y a eu le boom du "nouvel ordre économique" ou "dot com" boom à la fin des années 1990 aux États-Unis. Ils ont investi massivement et de manière inégale dans les sociétés Internet. Quelques-unes d'entre elles n'ont même pas réussi à faire un petit profit et ont perdu plusieurs milliards de dollars. Après cette perte, une autre nouvelle vague d'allocation de capital a eu lieu aux États-Unis pendant l'inflation de 2000-2006. Cela s'est avéré être la principale crise des prêts immobiliers, la crise des subprimes à la fin de 2007. La même chose s'est produite au Japon à la fin de 1980. C'était la bulle immobilière²³. Celle-ci a éclaté au début des années 1990. La crise n'a été connue que lorsque la bulle a éclaté.

²² Oligarchie financière - L'oligarchie financière est l'alliance des seigneurs de la finance qui détient le contrôle non seulement du pouvoir politique du pays mais aussi de divers secteurs de la superstructure.

²³ Bulle immobilière - Le 15 octobre 2008, le marché boursier américain a perdu un billion et un milliard de dollars dans la journée. Au mois de septembre, il a perdu 7 trillions de dollars. Au total, il a perdu 27 billions de dollars à la mi-octobre en raison de la crise du marché mondial. Les banques ont perdu 700 milliards de dollars et 2,5 trillions de dollars de fonds de pension. La politique de prêt s'est corrompue, son influence a diminué et les conséquences ont été graves. La crise des prêts immobiliers a été le catalyseur de ces développements. Les subprimes sont une nouvelle tendance toxique créée par le Capital financier.

De nombreux problèmes surgissent continuellement dans le système financier de la Chine, comme dans tous les pays capitalistes-impérialistes. Par exemple, la crise des prêts immobiliers est en train de surgir en Chine (en fait, cette crise existe en Chine depuis de nombreuses années). En 2013, pour la première fois, les ventes de maisons neuves ont dépassé les mille milliards de dollars²⁴. La valeur totale des ventes de maisons neuves a augmenté de 27 % depuis l'année précédente. En décembre 2013, les prix moyens des maisons neuves à Pékin (un an auparavant) ont augmenté de 16 pour cent. À Shanghai, ils ont augmenté de 18 %. Guangzhou, Pen Jhen a connu une hausse de 20% (extrait de l'article "*Housing sales in China top one trillion dollar*", *San Francisco Chronicle*, 2014 Jan, 21). Comme aux États-Unis, bien qu'avec des caractéristiques différentes, la Chine a également un système bancaire sous le contrôle du gouvernement. Actuellement, il y a une grande quantité de surproduction en Chine (comme ailleurs). De ce fait, de nouvelles "villes fantômes" ont vu le jour avec des milliers d'appartements et de bureaux inoccupés.

Il n'y a fondamentalement aucune différence entre l'impérialisme capitaliste chinois et les autres pays impérialistes capitalistes dans ce type d'anarchie économique. Pendant le boom, les prêts s'étendent et il y a des bulles immobilières. L'anarchie économique est le caractère du capitalisme.

6. « L'exportation du capital conduit à l'hégémonie du capital financier sur le monde. »

L'Exportation de capitaux sous forme d'obligations et de placements sur des prêts

Comme l'a dit le grand maître marxiste Lénine, l'émergence d'entreprises monopolistes et l'exportation de capitaux sont les caractéristiques de l'impérialisme. Ce développement est le résultat de la croissance de l'exportation de capitaux à grande échelle en Chine.

La croissance rapide de la Chine en tant qu'exportateur de capitaux s'est faite à deux niveaux. L'un était le capital industriel et l'autre le capital financier (obligations, prêts, etc.). L'impérialisme chinois a accumulé du capital provenant de la production industrielle de manière très rapide, ce qui lui a permis d'accumuler une grande quantité de capital financier en même temps que son lourd capital bancaire. Cela se voit dans la croissance anormalement rapide des ressources en devises nationales et étrangères. Ces ressources sont passées de 165 milliards de dollars en 2000 à 3 305 milliards de dollars en mars 2012. Les ressources en devises de la Chine sont égales au montant des mêmes ressources des six plus grands pays après elle. Les ressources en devises seraient utilisées comme capital financier sous forme de prêts. Une part de la plus-value réalisée par le pays emprunteur revient aux actionnaires. Afin d'avoir des droits d'usage spéciaux sur les ressources en devises, celles-ci sont normalement stockées sous forme d'obligations d'État étrangères relativement sûres, dans le cadre d'accords internationaux ou sous forme de dépôts bancaires au FMI. En fait, 3,3 trillions de dollars de la propriété brute de la Chine sont des réserves de change. La plupart d'entre eux ont été investis en tant que capital sous la forme d'obligations d'État étrangères.

Actuellement, les obligations américaines détenues par la Chine font d'elle le plus grand capitaliste prêtant de l'argent aux États-Unis. La Chine occupe la troisième place après deux organisations

Subprime - Il faut connaître la méthode de prêt aux États-Unis pour savoir ce qu'est le subprime. Les personnes qui empruntent aux États-Unis sont classées en deux catégories. 1. Ceux qui prennent des prêts à taux préférentiel. Ces derniers ne sont accordés qu'à ceux qui ont suffisamment de biens pour rembourser le prêt. 2. Ceux qui prennent des prêts subprime. Ces prêts sont accordés à ceux qui ne sont pas qualifiés. Ils ne doivent pas présenter de garantie pour les prêts. Dernièrement, l'argent provenant de l'hypothèque d'une maison est donné sous la forme d'une obligation de sécurité sur le marché financier. Les négociants en immobilier aux États-Unis ont obtenu des prêts avec de telles obligations. En fait, ces obligations n'ont aucune garantie. Les prêts sur cette base ne fonctionneraient pas. Les banques américaines ont accordé des milliards de dollars de prêts de cette manière sans aucune garantie et n'ont pas pu les récupérer. C'est ainsi que la crise des subprimes a éclaté à la fin de 2007 aux États-Unis.

²⁴ Un trillion est égal à mille milliards ou à un lakh crores.

gouvernementales américaines en tant que prêteur d'argent qui a prêté 1,73 trillion de dollars aux États-Unis. Récemment, le capital gouvernemental de la Chine a commencé à acheter des parts de prêts des gouvernements de la zone euro.

La Chine est également un prêteur actif dans le domaine des prêts bilatéraux. Selon le Financial Times, les banques chinoises sont devenues d'importantes organisations financières au cours des dernières années. La Chine accorde déjà des prêts à de nombreux pays arriérés, plus que la Banque mondiale. La banque chinoise d'import-export et la banque chinoise de développement ont conclu des accords avec les gouvernements et les entreprises des pays impérialistes pour prêter au moins 110 milliards de dollars. Par rapport à la période de 2008 à mi-2010, la Banque mondiale a conclu des accords pour prêter 100 milliards de dollars.

Les exportations de capitaux sous forme d'IDE (investissements direct à l'étranger)

La Chine a choisi la stratégie "Go Global" en 2000. Cela s'explique par la nécessité de recentrer en partie le système économique chinois dans le sens de l'exportation de capitaux au lieu de l'exportation de produits de base bon marché. Depuis lors, la Chine a mis en œuvre la stratégie "Go Global" beaucoup plus rapidement. Le 15 mars 2011, le Premier ministre Wen Jia-bao a déclaré : "Nous devons mettre en œuvre la stratégie "Go Global" de manière rapide. Nous devons élaborer des politiques qui la soutiennent et libéraliser les processus d'observation et d'acceptation. Nous devons aider les personnes et les organisations qualifiées à investir dans les pays étrangers. Encourageons les entreprises à agir de manière active et régulière au niveau international. Renforçons la macro-orientation des investissements dans les pays étrangers. Améliorons les mécanismes pour les faire progresser et les défendre et pour protéger les investissements des dangers". (Rapport sur le travail du gouvernement, site web, Xinhua net, 5 mars 2011).

La stratégie "Go Global" de la Chine a certains objectifs principaux : elle vise à créer et à encourager les "champions mondiaux". Il s'agit de créer et d'encourager des "champions mondiaux", c'est-à-dire de mieux concurrencer les grandes sociétés multinationales basées en Chine et les marques mondialement connues sur le marché international. Par exemple, le plus grand fabricant de pianos au monde, China Pearl River, a dépassé Yamaha en termes de qualité. Elle obtient également des techniques et des connaissances étrangères beaucoup plus facilement. La technologie étrangère peut être obtenue plus facilement grâce à l'IDEO qu'à l'IDE provenant des sociétés étrangères. En établissant des entreprises et des succursales d'entreprises dans des pays étrangers, les obstacles considérables au commerce (tels que les quotas d'importation, les droits de douane, etc.) peuvent être résolus. Ainsi, la stratégie "Go Global" est apparue comme une nécessité fondamentale pour l'exportation du capital. Tous les pays impérialistes doivent absolument rechercher et exploiter les endroits les plus rentables du monde pour investir leur capital excédentaire.

À partir de 2008, alors que la crise économique mondiale s'intensifiait, la Chine est devenue un grand exportateur de capitaux. En raison de la crise financière et économique de 2008 qui s'est étendue à l'Europe à partir des États-Unis, de nombreuses grandes banques privées et publiques aux États-Unis et dans de nombreux pays capitalistes ont fait faillite. La Chine a profité de cette situation, alors que les gouvernements de ces pays fournissaient des financements et des investissements aux organisations/sociétés multinationales sous la forme de plans de relance, pour inonder les pays étrangers de ses investissements. Le gouvernement chinois et sa nouvelle classe capitaliste investissent massivement des capitaux, notamment dans les matières premières et les propriétés industrielles, non pas dans le pays mais à l'étranger. Les capitaux chinois ont inondé les autres pays en profitant de la fermeture des prêts et des emprunts à travers le monde, de la réduction de la valeur des actions et de la demande accrue d'argent de la part de nombreuses sociétés, tout cela en raison de la crise.

En 2002, les capitaux étrangers de la Chine n'étaient que de 2,5 milliards de dollars. En 2007, ils ont atteint 18,6 milliards de dollars. Ils ont été multipliés par plus de deux pour atteindre 52,2 milliards de dollars en 2008. Selon l'estimation de Standard Chartered Bank, il était de 65 milliards de dollars en février 2009 même. Les statistiques de cette banque montrent qu'en 2009, alors que les IDE en Chine ont atteint 80-100 milliards de dollars, les IDE de la Chine dans les autres pays ont atteint 150-180

milliards de dollars. La Chine n'ayant émergé que récemment en tant que puissance impérialiste, elle reste une puissance plus faible que les puissances impérialistes qui hégémonisent le capital financier international depuis plus d'un siècle sur le marché mondial. Les anciennes puissances impérialistes ont donc des parts d'IDE beaucoup plus importantes que la Chine. Les parts du capital d'IDE mondial sont les suivantes : les États-Unis, 21.1%, la Grande-Bretagne, 8,1%, l'Allemagne, 6,8%, la France, 6,4%, Hong Kong, 4,9%, l'Italie, 2,4%, la Chine, 1,7%. La Chine a connu une croissance rapide de ses investissements en capital d'IDE depuis 2005. Selon les statistiques officielles de la Chine, les IDE du pays entre 2005 et mi-2012 ont atteint 344,8 milliards de dollars. Le capital annuel d'IDE que la Chine a investi en 2009-2011 a dépassé celui de ses concurrents, le Canada et l'Italie. Dernièrement, il a atteint celui de pays comme l'Allemagne.

Selon Heritage Foundation, les principaux pays dans lesquels la Chine a investi entre 2005 et 2010 sont les suivants : l'Australie (45,3 milliards de dollars), les États-Unis (42 milliards de dollars), le Brésil (25,7 milliards de dollars), l'Indonésie (23,3 milliards de dollars), le Nigéria (18,8 milliards de dollars), le Canada (17,2 milliards de dollars), l'Iran (17,2 milliards de dollars), le Kazakhstan (12,3 milliards de dollars), la Grèce (5 milliards de dollars), le Venezuela (8,9 milliards de dollars).

La Chine a le taux d'épargne le plus élevé du monde, une balance courante très équilibrée, des réserves monétaires maximales de 1,95 trillion de dollars au niveau mondial. Une estimation minimale montre également qu'il y a 800 000 employés appartenant à des sociétés chinoises dans les pays semi-coloniaux semi-féodaux. Le rôle de la Chine s'accroît rapidement dans les pays arriérés. En Amérique latine, la Chine est devenue le troisième plus grand pays capitaliste après les États-Unis et les Pays-Bas en 2010. Outre les investissements stratégiques comme les compagnies pétrolières, les entreprises monopolistiques chinoises se concentrent sur le contrôle des projets d'infrastructure les plus vitaux comme les ports. La Chine a déjà investi 200 millions de dollars dans la construction d'un port moderne à Gwadar au Pakistan. La China Metallurgical Construction Corporation (MCC) s'est emparée de la mine de nickel de Ramu, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, d'une valeur de 1,37 milliard de dollars. Il s'agit du plus gros investissement de la Chine dans la région du Pacifique Sud.

De même, le géant naval chinois KOSKO, issu du secteur public, s'est emparé de l'un des très importants ports du Pirée, en Grèce, dans la région de la Méditerranée orientale.

À la fin de l'année 2006, plus de 5 000 entités d'investissement chinoises ont créé près de dix mille industries d'investissement direct à l'étranger dans 172 pays du monde. L'accumulation de capital de l'IDE dans les autres pays s'est élevée à un total de 90,63 milliards de dollars américains.

Comme le système bancaire était sous le contrôle du gouvernement, la Chine a été dans une large mesure protégée de la crise mondiale. La Chine était en position de force et pouvait donc investir dans les pays étrangers. Le gouvernement chinois a donné le pouvoir à l'Etat et aux fonctionnaires locaux d'accepter des investissements inférieurs à 100 millions de dollars dans d'autres pays par le biais de sociétés locales. Cela a encouragé l'État et les entreprises locales à investir beaucoup plus de capitaux étrangers. La Chine se concentre principalement sur les minerais et les ressources énergétiques pour sa base industrielle lourde. La Chine a conclu des accords de capital/prêt de 46 milliards de dollars avec la Russie, le Brésil, le Venezuela et le Kazakhstan pour un approvisionnement à long terme en pétrole. En outre, les entreprises chinoises investissent massivement dans les compagnies d'électricité. Les conglomérats²⁵ chinois ont dû inévitablement créer ou acheter des technologies, des obligations et des réseaux de commercialisation afin de renforcer et de développer les industries à travers la vague de restructuration pour être compétitifs au niveau mondial.

Afin de gagner une position élevée dans le secteur des entreprises mondiales, le capital du portefeuille²⁶ de la Chine a été investi ou des actions ont été achetées aux sociétés multinationales. En 2004, le

²⁵ Conglomérats - Le conglomérat est une organisation capitaliste monopolistique. Il investit dans le secteur industriel et les secteurs de services tels que la banque, le transport, l'assurance, le conseil et d'autres secteurs de services dans sa sphère. La caractéristique des conglomérats est d'avoir une hégémonie économique sur les industries de différents secteurs.

²⁶ Le capital du portefeuille est le capital sous forme d'obligations du Trésor, de titres, d'actions en bourse et investi dans le développement activités.

fabricant géant d'équipements domestiques TCL a conclu un accord de coentreprise avec le fabricant français d'équipements de télécommunications Alcatel. La Chine a pris le contrôle des activités de Thomson DVD et TV en Europe. En 2008, CIFA, le fabricant européen d'engins de construction, a été acquis par la société chinoise Zoom Lion Heavy Industry. Malgré l'afflux d'investissements étrangers, la Chine s'inquiète de la stabilité du dollar. La Chine a investi la plupart de ses 1,95 trillions de dollars de devises étrangères dans des bons du Trésor américain et d'autres sociétés américaines. Le dollar pourrait baisser en raison des plans de relance que les États-Unis ont mis en place en grande quantité. Les dirigeants chinois sont donc très inquiets pour la sécurité et la valeur de leurs biens. En 2007, la Chine a créé la China Investment Corporation, dotée de 200 milliards de dollars, afin d'investir principalement dans les organisations financières mondiales et les sociétés multinationales. Elle a créé la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures²⁷ afin d'obtenir des capitaux pour ses projets de la Route de la Soie, auxquels elle aspire depuis longtemps, et pour renforcer son emprise sur l'Asie et l'Afrique et établir son hégémonie.

Les importantes ressources financières de la Chine l'aident à étendre son influence économique et politique. Dans le processus permanent d'octroi et d'acceptation de prêts, la Chine est l'une des sources qui fournissent des capitaux, des prêts et de l'aide à de nombreux pays économiquement arriérés. La Jamaïque en est un exemple. Alors que ses pays alliés, les États-Unis et la Grande-Bretagne, souffraient de crises financières, la Chine a débloqué 138 millions de dollars pour "protéger" ce pays. Elle a accordé d'importants prêts à la Russie et au Kazakhstan. La Chine a annoncé un fonds de coopération en capital de 10 milliards de dollars et un prêt de 15 milliards de dollars pour l'alliance asiatique (pays d'Asie du Nord-Ouest). La Thaïlande, la Malaisie, les Philippines et d'autres pays qui entretiennent des relations étroites avec les États-Unis et le Japon se tournent vers la Chine. Il est donc clair que l'exportation de capitaux est la base solide de l'exploitation et de l'oppression que l'impérialisme déchaîne sur la plupart des nationalités et des pays et qu'elle constitue également une base solide pour le capitalisme parasitaire de quelques pays riches.

La Chine exporte des capitaux lourds vers l'Asie, l'Afrique et les pays d'Amérique latine pour une exploitation de type néocolonial.

Voyons les exemples de quelques pays pour savoir comment la Chine exploite largement les ressources naturelles des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine et la tendance générale de cette exploitation.

Le Laos est l'un des pays les plus pauvres et les plus arriérés du monde. Il se trouve au sud de la province chinoise de Yunnan. Le Laos a été détruit dans la guerre d'occupation des États-Unis contre les pays indochinois. Il est maintenant confronté à une nouvelle forme de destruction due au capital et à l'exploitation de la Chine. La Chine exploite les ressources forestières et minérales du Laos de manière planifiée. Des personnes de diverses nationalités sont contraintes de quitter leurs terres et de vivre dans les bidonvilles de villes comme la capitale Vientiane. Une grande partie des plantations de caoutchouc appartient à la Chine. La Chine construit une ligne de chemin de fer d'une valeur de 7,2 milliards de dollars entre Kunming et Vientiane pour transporter du bois, du caoutchouc, des cultures vivrières, des minéraux et d'autres matériaux de ce type. Environ cinquante mille ouvriers travaillent sur la ligne de chemin de fer. Cette ligne est importante pour que la Chine puisse mener ses activités en Asie du Nord-Ouest. Elle est reliée au principal centre d'affaires, Bangkok, et de là, elle sera prolongée jusqu'à Rangoon, au Myanmar. La Chine gère de nombreuses zones économiques spéciales au Laos. Elle construit également de nombreux projets. Petit à petit, le Laos devient un État ou une nation soumise à la Chine.

Asie du Sud - Impact de la Chine

Les intérêts impérialistes à l'origine de l'expansion de la Chine au Pakistan, en Afghanistan, au Sri Lanka et au Népal et son impact sont une question essentielle.

²⁷ Les impérialistes chinois ont créé la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures pour concurrencer les États-Unis et étendre leur hégémonie en Asie. Plusieurs pays ont apporté des capitaux à cette banque, mais la Chine a pris la tête de sa création.

Pakistan - Actuellement, le Pakistan est un allié ferme et fiable de la Chine. Au cours des dernières décennies, la Chine a fourni au Pakistan une aide militaire et économique considérable, ainsi que des transferts de technologie nucléaire et un soutien diplomatique dans les affaires internationales. L'objectif des activités de la Chine au Pakistan est de préparer la voie au commerce et aux ressources en carburant jusqu'au Golfe et à l'Afrique. Ce soutien de la Chine au Pakistan est dû à sa concurrence stratégique avec l'Inde, mais aussi avec les États-Unis. En réponse directe à l'accord nucléaire entre les États-Unis et l'Inde, la Chine a fourni deux nouveaux réacteurs nucléaires au Pakistan. La Chine a fourni une aide considérable au Pakistan en matière de contre-insurrection. La Chine a investi massivement dans tout le Pakistan. Le commerce entre les deux pays a augmenté rapidement au cours de la dernière décennie. Au Pakistan, la croissance économique s'est arrêtée, les investissements étrangers directs ont diminué, le chômage et les prix ont augmenté et il y a eu une grave exploitation. Il en résulte une crise économique profonde. Dans ce contexte, le capital de la Chine est encore plus important pour le système économique du Pakistan.

La Chine construit actuellement le corridor économique Chine-Pakistan (CPEC) pour un coût de 3 300 milliards de roupies (50 milliards de dollars) avec l'objectif de le terminer d'ici 2030. Ce corridor relie le port de Gwadar au Baloutchistan (Pakistan) et Kashgar dans la province chinoise de Xinxiang. Il permettra d'acheminer des ressources énergétiques et une base navale d'une importance stratégique pour la Chine. Dans ce contexte, la Chine investit massivement dans des projets d'infrastructure. Des routes, des chemins de fer et des pipelines sont en cours de construction sur près de trois mille kilomètres. La modernisation de la route du Karakoram, qui relie le Xinxiang au Pakistan, en fait partie. Il est prévu de relier la ligne ferroviaire à cette autoroute. Dans le cadre du projet CPEC, la Chine obtiendra le droit d'utiliser le port de Gwadar au Pakistan pendant quarante ans.

La Chine est dépendante du Détroit de Malacca²⁸ pour traverser l'océan Indien. Cela entraîne des différends avec les pays voisins. Elle est isolée dans les pays d'Asie-Pacifique. Les États-Unis sont dominants dans cette région. Pour trouver une issue, le CPEC a vu le jour dans le but d'échanger des importations et des exportations avec le soutien du Pakistan via le port de Gwadar, stratégiquement important. Dans ce processus, la Chine a conclu un accord avec le Pakistan afin d'étendre l'aide économique nécessaire à la construction du projet CPEC, de renforcer la relation prolongée avec ce pays et de rembourser le prêt sous forme de dollars pendant des décennies. Ce prêt de la Chine au Pakistan n'aide évidemment pas le peuple pakistanais, mais il devra en supporter le poids. Ils n'auront même pas d'emploi. La Chine donne de grosses sommes et noie les dirigeants politiques du Pendjab et de Rawalpindi dans la cupidité. De plus, elle déploie 15 000 soldats de son pays au nom de la protection des officiers et des experts chinois qui travaillent sur ce projet. Cela aidera la Chine à avoir une emprise politique, économique et stratégique sur cette région.

La Chine tente de contrôler l'hégémonie de l'Inde sur l'océan Indien. L'existence de la Chine ici inquiète de plus en plus l'Inde. L'Inde est inquiète parce que ces voies de transport passent par le Gilgit-Baltistan du Cachemire (PoK) et parce qu'il existe des possibilités de déploiement de l'Armée populaire de libération dans l'océan Indien. La Chine a adopté une position neutre sur le Cachemire depuis 1963 et va maintenant l'abandonner. D'autre part, la Russie n'est pas non plus satisfaite de l'alliance stratégique croissante entre l'Inde et les États-Unis, et c'est pourquoi elle associe le projet économique eurasiatique russe au CPEC. Elle effectue des exercices militaires conjoints avec le Pakistan. Comme alternative à cela, l'Inde dépense 500 millions de dollars US pour le développement du port de Chabahar en Iran, à une centaine de kilomètres de Gwadar.

Avec le projet CPEC, la domination de la Chine augmentera également sur la zone côtière de la mer d'Oman. Avec l'emprise accrue de la Chine sur le golfe Persique, le détroit d'Ormuz²⁹ gagnera une

²⁸ Le détroit de Malacca, situé en Asie du Nord-Ouest, sépare la Malaisie de l'Indonésie. Il relie le nord de l'océan Indien et la mer de Chine méridionale. Il mesure 800 km de long et 60 à 480 km de large. De nombreuses îles se trouvent au sud du détroit. Ce détroit est l'une des routes maritimes les plus importantes du monde.

²⁹ Le détroit d'Ormuz est un détroit situé entre l'Iran et les îles arabes. Il relie le golfe Persique et la mer d'Arabie. Il mesure 270 km de long et 50 à 80 km de large. Il est stratégiquement et économiquement important pour le transport du pétrole par voie maritime dans le monde entier. Il y a trois îles dans ce détroit : Tunb Al Kubra (Big

distance de 600 kilomètres. L'ancienne route maritime que la Chine utilise pour se rendre dans le golfe Persique depuis la mer d'Oman, du côté du Sri Lanka, en passant par le détroit de Malacca entre la mer de Chine méridionale et le nord de l'océan Indien, lui permettrait de gagner 12 000 kilomètres. Ainsi, il aurait plus de possibilités d'importer du pétrole à bon marché et selon ses souhaits depuis les pays asiatiques et africains. En effet, cette région est celle qui fournit la plus grande quantité de pétrole au monde. Ce projet permettra à la Chine d'entretenir des relations directes avec 60 pays. La Chine sera en mesure de contrôler le trafic et l'approvisionnement en pétrole des autres pays. La concurrence croissante de la Chine rend les pays impérialistes concurrents de plus en plus intolérants. Ces pays sont incapables d'accepter le projet CPEC. Pourtant, l'Angleterre est intéressée à investir dans le CPEC.

D'autre part, le projet CPEC déplace les populations du Baloutchistan et du Sindh dans une large mesure. Le Pakistan n'est pas disposé à leur verser une compensation. La Chine aussi ne se préoccupe pas de ce problème de déplacement. Ainsi, le projet CPEC est devenu un problème de vie ou de mort pour les habitants du Baloutchistan et du Sindh. Parallèlement, l'afflux de produits chinois au Pakistan plonge les petits producteurs locaux, les producteurs de la classe moyenne et les artisans dans une crise grave. Dans l'ensemble, le projet économique Chine-Pakistan rappelle le plan Marshal des États-Unis. Il constitue en définitive une menace pour la souveraineté du Pakistan.

Afghanistan - Alors que l'OTAN se retire d'Afghanistan, la Chine a accéléré ses activités économiques, politiques et sécuritaires dans cette région. Ces dernières années, la Chine a lancé certains projets économiques importants en Afghanistan. Les mines de cuivre d'Amyak et le développement des ressources pétro-gazières de l'Afghanistan en font partie. Après 2014, l'aide et les capitaux des pays occidentaux ont diminué. Actuellement, la Chine est devenue un très grand capitaliste étranger en Afghanistan. La Chine améliore ses relations politiques et sécuritaires avec l'Afghanistan.

En juin 2012, la Chine et l'Afghanistan ont porté leur relation au niveau d'un partenariat stratégique et coopératif. La Chine a non seulement renforcé ses relations avec le gouvernement, mais elle développe également ses relations avec les Talibans afghans. Selon les récents accords de partenariat en matière de sécurité, il y aura un échange mutuel de renseignements de sécurité, une coopération en matière de contre-insurrection et davantage de formation pour les forces de sécurité afghanes. L'Organisation de la société de Shanghai (SCO) s'intéresse aux problèmes de l'Afghanistan depuis 2002. Elle a inclus l'Afghanistan en tant qu'observateur en 2012. La Chine et la Russie estiment que l'OCS doit jouer un rôle plus actif en Afghanistan. Dans l'ensemble, la Chine prend des mesures politiques, économiques et militaires pour placer sous son contrôle l'Afghanistan, qui revêt une importance stratégique.

Sri Lanka - La Chine et le Sri Lanka s'entendent bien et les relations se sont renforcées depuis l'arrivée au pouvoir du président Rajapakshe en 2005. La Chine est désormais le principal bailleur de fonds du Sri Lanka. Le Sri Lanka est important pour la Chine car il se trouve dans l'océan Indien. Quatre-vingt-dix pour cent des importations de pétrole de la Chine transitent par les voies navigables situées sur les côtes du Sri Lanka. La Chine souhaite donc un partenariat politique fort avec le Sri Lanka. La Chine finance le Sri Lanka pour le développement des infrastructures portuaires et autres. La Chine poursuit cette relation également pour porter un coup à la domination de l'Inde en Asie du Sud.

En prônant une politique de non-ingérence³⁰, la Chine soutient les politiques des classes dirigeantes réactionnaires des pays arriérés dans le cadre de sa stratégie d'hégémonie mondiale. Elle a soutenu toutes les politiques réactionnaires de Colombo. La Chine a apporté tout type de soutien à la guerre du gouvernement Rajapakshe du Sri Lanka contre la lutte de libération nationale tamoule (LTTE). Elle a noyé dans le sang la lutte des LTTE. Des milliers de Tamouls, d'enfants et de révolutionnaires ont été cruellement tués dans cette terreur blanche. Elle s'est opposée à plusieurs reprises aux projets de l'ONU d'enquêter sur les crimes de guerre au Sri Lanka. Elle a joué un rôle majeur dans la fourniture d'armes au gouvernement Rajapakshe pendant cette guerre. Bien que la guerre soit terminée, la Chine continue à former et à financer les forces armées sri-lankaises. Il existe des projets d'opérations conjointes.

Tunb), Tunb Essughra (Small Tunb) et Abu Musa. L'Iran s'en est emparé en 1971. Les Émirats arabes unis revendiquent ces îles et les ont nommées Qeshm, Ormuz et Hengam.

³⁰ La politique de non-ingérence est la politique où il n'y a pas d'ingérence dans les affaires des autres pays ou de violation de leur souveraineté

Depuis 2009, les principales activités de la Chine avec le Sri Lanka ont pris la forme d'un prêt important pour des projets d'infrastructure. La Chine a aidé le Sri Lanka à surmonter le problème de son isolement économique. La plupart des projets financés par la Chine se situent dans le sud et le centre du pays. Les gens se battent sur les questions liées à la terre. Dans ce contexte, les États-Unis étaient prêts à quitter le Sri Lanka. Les intérêts impérialistes de la Chine au Sri Lanka sont la principale raison du vide laissé par l'irresponsabilité du gouvernement sri-lankais dans les crimes de guerre, son manque de respect des droits de l'homme et l'absence de solution politique pour les Tamouls.

Népal - Le Népal étant situé entre l'Inde et la Chine, il revêt une importance stratégique pour les deux pays. Le Népal a entretenu de bonnes relations avec la Chine et a toujours été un proche allié de l'Inde. Depuis la fin de la monarchie en 2008, ses relations avec la Chine se sont améliorées. Les principaux intérêts de la Chine au Népal sont les suivants : veiller à ce que le gouvernement népalais supprime les activités politiques des réfugiés tibétains, obtenir le soutien de ce gouvernement pour l'APL le long de la frontière, développer son influence en Asie du Sud et ouvrir de nouvelles routes commerciales à travers le Népal. La situation du Népal, entre l'influence grandissante de la Chine et l'Inde qui s'auto-protège, est la suivante.

Depuis 2008, la Chine a intensifié ses activités politiques, économiques et sécuritaires au Népal de manière spectaculaire. Après une décennie, le Premier ministre chinois s'est rendu au Népal en 2012. Il a annoncé une forte augmentation de l'aide de la Chine. La Chine a étendu ses délégations diplomatiques et militaires à Katmandou et encourage les habitants des deux pays à se rendre mutuellement visite. Elle a également ouvert des centres d'études chinoises dans tout le Népal. L'influence croissante de la Chine au Népal est devenue une cause de grave préoccupation pour l'Inde. La pénurie d'essence au Népal en 2011 est une création de l'Inde en réponse aux activités croissantes de la Chine. L'Inde souhaite la limiter par des mesures de rétorsion. Bien que l'armée népalaise entretienne traditionnellement une étroite amitié avec l'armée indienne, elle développe ses relations avec l'Armée populaire de libération (APL) de la Chine. Les deux armées effectuent des répétitions conjointes. L'aide militaire de la Chine à l'armée réactionnaire népalaise comprend des équipements, des formations, des infrastructures et des échanges.

La plupart des activités de la Chine au Népal relèvent du secteur économique. La Chine est l'un des cinq pays qui fournissent une "aide" au Népal. Depuis la fin de la guerre populaire, la Chine a considérablement accru ses activités et ses investissements au Népal. La Chine accorde des prêts importants pour les infrastructures et les projets hydroélectriques au Népal. Les investissements de la Chine au Népal contribuent à l'augmentation des tensions entre la Chine et l'Inde. Par exemple, en 2008, un accord a été conclu pour la construction d'une ligne ferroviaire entre le Tibet et le Népal. Cela pourrait aider le système économique du Népal. Mais l'Inde s'en inquiète fortement. Non seulement cette ligne réduit la dépendance du Népal à l'égard des ports indiens et des ressources énergétiques indiennes, mais elle ouvre également la voie à l'entrée des produits chinois en Asie du Sud. Plus de que l'Inde craint que cette ligne ferroviaire n'aide l'APL à atteindre rapidement sa frontière.

L'influence de l'impérialisme chinois en Afrique

En Afrique, les sociaux-impérialistes chinois font ce que les pays impérialistes occidentaux ont fait autrefois. Ils ont ciblé le continent africain. On y trouve d'abondantes réserves de pétrole, de fer, de cuivre, d'or et d'autres minerais. Trente pour cent des ressources totales de minerais dans le monde se trouvent sur le continent africain. 42% de la bauxite, 38% de l'uranium, 42% de l'or, 55% du cobalt, 44% de la chromite, 82% du manganèse, 95% du vanadium, 73% du platine se trouvent en Afrique. La Chine occupe la première place dans le monde en important de nombreux minerais importants de ce continent. Ainsi, elle y déclenche une exploitation sévère de type néocolonial. L'hégémonie économique de la Chine augmente rapidement dans de nombreuses régions d'Afrique. Le commerce entre la Chine et l'Afrique a été multiplié par six depuis 2000 et a atteint 30 milliards de livres³¹.

³¹ La livre ou livre sterling est la monnaie de la Grande-Bretagne. Actuellement, une livre est égale à 77 roupies.

Actuellement, la Chine achète un tiers du pétrole en Afrique, principalement en Angola et au Soudan. La Chine démarre un nouveau champ pétrolier au Soudan, d'une valeur de 800 millions de livres. La Chine a également posé un oléoduc de 900 miles de long au Soudan avec un capital de 8 milliards de livres. La Chine dépense 1,2 milliard de livres pour établir un nouveau champ pétrolier dans la mer du Nigéria. La Chine est devenue un partenaire stratégique dans les secteurs pétrolier et minier au Congo. Elle a également mis la main sur des mines en Zambie, des industries textiles au Lesotho, des chemins de fer en Ouganda, du bois en République centrafricaine et des projets de développement du commerce de détail dans la capitale de chaque pays. La Chine doit chercher de nouveaux marchés pour beaucoup plus de matières premières et de produits de base productifs afin de maintenir ses intérêts impérialistes. La consommation de pétrole en Chine pourrait augmenter d'au moins dix pour cent par an. Ainsi, les réserves de pétrole du pays seraient épuisées dans vingt ans. Elle est donc à la recherche de pétrole dans d'autres pays. Les plus grandes réserves de pétrole du monde sont déjà sous le contrôle des États-Unis et des pays occidentaux. Quarante-cinq pour cent des réserves mondiales de pétrole se trouvent en Arabie saoudite et en Irak. La Chine se rapproche progressivement de ces pays. Le Soudan occupe la quatrième place dans l'approvisionnement en pétrole de la Chine, après l'Arabie saoudite, l'Iran et Oman.

Trois compagnies pétrolières gouvernementales chinoises - CNPL, China National Offshore Oil Corporation (CNOOC) et Sinopec - travaillent en Afrique. Les activités de la Chine dans le secteur pétrolier se poursuivent au Soudan, en Angola, au Nigeria, en Algérie, en Guinée équatoriale, au Congo et au Gabon.

L'année 2006 est une étape importante dans les relations entre l'Afrique et la Chine. Le président chinois Hu Jintao et le premier ministre Wen Jia-bao ont visité dix pays africains. La même année, 48 des 53 pays africains ont participé à la troisième session du Forum de coopération Chine-Afrique (FOCAC) en novembre à Pékin. La Chine a publié un document intitulé "Politique de la Chine en Afrique". Ce document mentionne les objectifs de la Chine et les moyens de les atteindre. Le commerce bilatéral de 20 milliards de dollars en 2000 a atteint 55 milliards de dollars en 2006. La Chine est devenue le troisième grand partenaire commercial après les États-Unis et la France. En 2004, la Chine a accordé 156 prêts de 1,38 milliard de dollars à 31 pays. Les taxes sur les importations de 190 produits ont été rendues nominales. À la fin de 2005, la Chine a lancé 720 projets en Afrique.

La Chine applique le socialisme en paroles et l'impérialisme en actes dans les pays africains. Elle énonce cinq principes au nom de la politique étrangère socialiste et exploite gravement les ouvriers, les paysans et les classes moyennes. Les impérialistes chinois parlent de sincérité, d'égalité, d'intérêt mutuel, de solidarité, de développement conjoint juste pour le plaisir de parler et d'"échange mutuel", de "respect de la diversité", de "paix" pour l'Afrique dans chacune de leurs déclarations. Les classes dirigeantes exploitantes locales sont satisfaites de ces mots. Ainsi, la Chine trompe les travailleurs et les paysans africains sous le voile du socialisme. Elle met en faillite et chasse les commerçants africains du marché. La Chine a fait des exportations vers l'Afrique d'une manière extrême et ainsi les industries de l'Afrique ont été détruites. Les impérialistes chinois ont détruit l'environnement de l'Afrique. Ils déforment la demande des peuples pour l'indépendance et l'unité de l'Afrique. Ils violent les droits de l'homme. Ils ont corrompu l'Afrique. En raison de la pollution de l'eau potable, la population des nationalités agricoles du Ghana est de plus en plus en colère contre l'exploitation minière illégale de la Chine. La Chine viole sans cesse les lois de ce pays. Ainsi, les impérialistes chinois intensifient l'exploitation de type néo-colonial pour faire en sorte qu'un système économique indépendant et autonome ne se développe pas ici.

Les capitaux de la Chine en Amérique latine

Les investissements directs étrangers de la Chine augmentent très rapidement dans toute l'Amérique latine. Au Pérou, au vu des impacts économiques, environnementaux et sociaux, il y a une violation flagrante des droits de l'homme. Les mafias chinoises ne sont rien de moins que les sociétés capitalistes étrangères et locales dans toutes sortes d'exploitations. Le commerce entre la Chine et l'Amérique latine a atteint 261,2 milliards de dollars à la mi- 2012. Ce montant est égal au commerce entre la Chine et l'Afrique. Le capital de la Chine en Amérique latine (y compris le Brésil) a dépassé celui de l'Afrique. En

2005, la Banque de développement de Chine et la Banque d'import-export de Chine ont accordé plus de prêts de "développement" que la Banque mondiale et les banques interaméricaines de développement. Toutes les activités de développement se déroulent ici uniquement dans l'intérêt économique des impérialistes chinois et pour leur profit.

La Chine construit de nombreux projets énergétiques et d'infrastructure en Amérique latine. La société chinoise Jezouba Corporation construit deux nouveaux projets hydroélectriques d'un coût de 4,7 milliards de dollars à Santa Cruz en Argentine. La société chinoise Sino hydro-power Company construit un projet hydroélectrique de 2,2 milliards de dollars en Équateur. La Chine s'empare des matières premières et des ressources naturelles de l'Amérique latine : elle investit dans le cuivre du Pérou, le minerai de fer du Brésil et la culture du soja en Argentine. Quatre-vingt-sept pour cent des investissements étrangers directs de la Chine en Amérique latine proviennent d'entreprises publiques. Aujourd'hui, les entreprises privées chinoises exportent beaucoup plus de capitaux

7. La formation de blocs économiques et militaires internationaux et l'emprise croissante des impérialistes chinois sur ceux-ci

L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS)

L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) a été créée le 26 avril 1996. Six pays - la Russie, la Chine, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Kirghizstan et le Tadjikistan - en sont membres à part entière. L'Inde et le Pakistan étaient des pays observateurs et ont obtenu le statut de membre à part entière lors du sommet de l'OCS du 2 juin 2017. L'OCS traite des questions politiques, économiques et militaires. La Chine et la Russie effectuent régulièrement des exercices militaires à grande échelle depuis 2005. Grâce à ces exercices, les deux pays donnent l'impression d'avoir des relations plus profondes. L'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), qui faisait partie de l'accord de défense avec les anciens États soviétiques, a été intégrée à l'OCS et celle-ci apparaît désormais comme une alliance de sécurité alternative à l'OTAN dirigée par les États-Unis.

Les BRICS

La Russie et la Chine, qui sont devenues des pays impérialistes dans un passé récent, et les principaux pays qui ont gagné en puissance économique - le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud - se sont réunis pour former les BRICS entre mai 2007 et mi-2011. Bien qu'il y ait certaines contradictions et certains conflits entre ces pays et qu'ils aient des intérêts différents, ils ont créé les BRICS pour leurs intérêts communs. Le plus grand système économique et la croissance économique la plus rapide parmi ces pays se trouvent en Chine. Les États-Unis et leurs pays impérialistes alliés exercent un monopole sur le FMI, la Banque mondiale et d'autres organisations internationales. Les pays des BRICS n'ont pas prévu de se retirer du FMI et de la Banque mondiale pour le moment. Mais les pays des BRICS et la Chine souhaitent créer de nouvelles organisations économiques et politiques internationales comme alternative à leur hégémonie et à leurs aspirations antidémocratiques. Les dirigeants des BRICS ont décidé de créer une banque internationale de développement en remplacement de la Banque mondiale lors de la réunion de mars 2013 à Durban (Afrique du Sud) et ont créé la Nouvelle banque de développement (NDB) en 2015. Celle-ci est en concurrence avec la Banque mondiale pour l'organisation de fonds destinés à des projets d'infrastructure dans le monde entier. Elle établira également un "arrangement de réserve pour imprévus" d'une valeur de 100 milliards de dollars afin d'aider les pays partenaires (des BRICS) à lutter contre les futures crises financières.

La Chine souhaite dominer la nouvelle banque de développement de la même manière que les États-Unis dominent le FMI et la Banque mondiale. Selon le plan initial, les pays BRICS doivent fournir une part égale de la réserve monétaire de dix milliards de dollars pour cette banque. Mais la Chine souhaite apporter une contribution importante dès le départ. De toute façon, seule la Chine peut fournir les capitaux supplémentaires importants dont la banque aura inévitablement besoin par la suite. Lors de la réunion fondatrice, les pays des BRICS ont signé un accord visant à "réduire la dépendance à

l'égard du dollar américain et de l'euro". En raison du développement inégal dans le monde, la Chine se développe rapidement en tant que puissance économique. Il est un fait que les Etats-Unis s'affaiblissent économiquement. La concurrence économique entre les impérialistes augmente à un rythme rapide. L'intensification de la crise économique mondiale va renforcer la concurrence économique. Dans le futur, la course militaire augmentera beaucoup plus en fonction de la course économique croissante.

La puissance militaire de la Chine

La Chine n'est pas seulement une puissance économique en développement, mais aussi une puissance en développement politique et militaire. Elle a développé son armée avec une augmentation de 170 % de son budget de défense entre 2002 et mi-2011³². Selon le SIPRI, la Chine a le deuxième plus gros budget militaire au monde. Les États-Unis sont le seul pays à dépenser plus. La Chine est le cinquième plus grand pays doté d'une puissance nucléaire après les États-Unis, la Russie, la Grande-Bretagne et la France. L'armée chinoise s'est rapidement modernisée au cours de la dernière décennie. Elle dispose désormais d'une grande efficacité militaire pour mener des guerres offensives. Elle a récemment prouvé qu'elle pouvait abattre des satellites. La Chine est la patrie des producteurs d'armes lourdes. Selon le SIPRI, les entreprises monopolistiques chinoises occupent la cinquième place parmi les concurrents sur le marché mondial de l'armement. Par rapport aux États-Unis ou à d'autres pays impérialistes, la Chine renforce constamment sa puissance militaire. Les dépenses pour les salaires, la nourriture, les logements et l'entraînement des soldats d'une division en Chine sont bien moindres que celles des États-Unis. Le coût de construction d'un char, d'un avion à réaction, d'un missile sous-marin est également très faible en Chine par rapport aux États-Unis.

La Chine étend rapidement le développement et la production de drones. Les drones ennemis sont facilement abattus par des systèmes de missiles modernes. En 2011, la Chine disposait de 280 drones opérationnels. Ils sont utilisés dans les programmes de renseignement, de surveillance et de reconnaissance et dans la guerre électronique. La Chine dispose d'un programme de drones très moderne.

La raison de cet armement à grande échelle en Chine est qu'elle est entrée tardivement dans l'arène en tant que nouvelle puissance social-impérialiste. Ses régions voisines sont déjà sous l'influence d'autres forces de domination impérialiste. La Russie se trouve dans sa direction nord et ouest. Les États-Unis et le Japon sont les principaux dangers pour la Chine dans les directions du sud et de l'est. La Chine doit faire face à ces pays impérialistes et à d'autres pour établir et étendre sa sphère d'influence néocolonialiste dans les pays en retard. C'est dans ce contexte que nous devons comprendre le conflit croissant entre la Chine et ses pays voisins, le Japon, le Vietnam et les Philippines, en mer de Chine orientale et en mer de Chine méridionale.

En raison du déficit du budget du gouvernement américain et de la crise économique aux États-Unis et dans le monde, les dépenses militaires des États-Unis ont été réduites. De telles réductions sont également observées dans les autres pays occidentaux. Les sept pays d'Europe - Grande-Bretagne, Allemagne, France, Italie, Pays-Bas, Pologne et Espagne - qui finançaient l'OTAN ont déjà réduit leurs dépenses de plus de 10% depuis 2009. La course aux armements de la superpuissance qu'était l'Union soviétique et la situation de l'ensemble du système économique sur son lit de mort ont été la raison de la destruction et du processus de dégénérescence du système économique de l'Union soviétique social-impérialiste.

Les activités militaires de la Chine impérialiste

La Chine s'immisce déjà militairement dans de nombreux pays, de multiples façons. Bien que la Chine n'ait pas encore été impliquée dans les principales guerres impérialistes, elle apporte un soutien très actif aux guerres civiles dans de nombreux pays, aux rébellions populaires et aux gouvernements locaux compradores en réprimant les luttes de libération nationale et les luttes révolutionnaires. Au Tchad, elle a fait tomber le gouvernement qui n'était pas favorable aux impérialistes chinois et a formé un

³² Extrait de "China emerges as an imperialist power" de Michael Probsting

gouvernement favorable. Le président du Tchad, Idriss Deby, avait adopté une position favorable à l'égard de Taïwan en ce qui concerne l'approvisionnement en pétrole. La Chine a donc apporté une aide diplomatique, militaire et économique à la rébellion du FUC qui s'opposait à son régime. Elle a amené à sa place un autre dirigeant qui lui était favorable. La Chine s'immisce dans de nombreux conflits militaires dans le monde. Par exemple, elle a joué un rôle dans la guerre contre les LTTE au Sri Lanka. Afin de modifier en sa faveur l'équilibre des forces en Asie du Sud, elle a stratégiquement remis des armes nucléaires au Pakistan. Elle s'est ingérée et s'ingère encore au Népal et en Afghanistan, directement ou indirectement, à diverses occasions. Elle s'immisce en Afrique par le biais d'un soutien politique et diplomatique, en dirigeant les conseillers militaires dans les bureaux de conseil militaire et les bureaux diplomatiques étrangers et en assurant la formation militaire de son personnel diplomatique. Elle vend ou fournit essentiellement des équipements militaires et des armes aux pays qui lui sont favorables. À cet égard, il n'y a aucune différence entre les autres impérialistes et les impérialistes chinois. La Chine est déjà l'un des pays impérialistes actifs dans ce domaine. En 2012, la Chine est devenue le troisième plus grand exportateur d'armes.

L'armée chinoise rattrape très rapidement l'armée américaine en améliorant son efficacité pour protéger ses investissements dans d'autres pays et pour dominer les pays arriérés. Jusqu'à présent, la Chine a réussi à construire un pouvoir d'exploitation impérialiste pour s'étendre dans le monde entier. Quoi qu'il en soit, elle sera inévitablement coincée dans des guerres impérialistes d'occupation en raison de son caractère impérialiste, comme les États-Unis l'ont été au Vietnam, en Irak et en Afghanistan.

La Chine a accepté de se joindre aux responsabilités de "maintien de la paix" des Nations unies en 1990. La Chine a envoyé un petit nombre de forces au Liberia (2005), au Sahara occidental, en Sierra Leone, en Côte d'Ivoire et en République démocratique du Congo. Elle a décidé d'augmenter sa force navale de 20 000 hommes dans le port de Gwadar au Pakistan (Baloutchistan) et dans la base logistique militaire de Djibouti dans l'océan Indien, pour la porter à 1000 hommes. La Chine a conclu des alliances militaires avec au moins six pays africains, dont le Soudan, l'Algérie, le Nigeria et l'Égypte. Elle dispense à ces pays une formation militaire pour l'utilisation des armes qu'elle leur vend.

8. Le Social-Impérialisme chinois

Condamnant les renégats de la Deuxième Internationale, Lénine a dit : "Le socialisme en paroles et l'opportunisme en actes se transformeront en impérialisme". La clique de renégats révisionnistes soviétiques a elle aussi évolué à partir du révisionnisme et s'est transformée en social-impérialisme. Si une clique révisionniste s'empare du pouvoir politique d'un État socialiste, il se transformera en social-impérialisme comme l'Union soviétique, a déclaré le camarade Mao. C'est une leçon historique.

« L'expérience historique nous apprend que, quand le pouvoir tombe aux mains d'une clique révisionniste, un pays socialiste se transforme en un État social-impérialiste comme l'Union soviétique, ou est réduit à l'état de pays dépendant ou de colonie comme la Tchécoslovaquie et la République populaire de Mongolie.

Maintenant on se rend clairement compte que l'accession au pouvoir de la clique renégate de Khrouchtchev-Brejnev signifie au fond la transformation de l'État socialiste fondé par Lénine et Staline en un pays suzerain social-impérialiste. »

« Léninisme ou social-impérialisme ? » - En commémoration du 100ème anniversaire de la naissance du grand Lénine – Rédactions du Renin Ribao, du Hongqi, du Jiefangjun Bao, 22 avril 1970, publié dans Peking Review N°17, 24 avril 1970.

La clique révisionniste et renégate de Chine s'est également transformée en capitalisme à partir du révisionnisme au nom du "socialisme de type chinois". Pour reprendre les mots du révisionniste Deng, "Toutes les relations économiques doivent devenir capitalistes et les relations politiques seules doivent être sous la domination d'un parti unique au nom du "socialisme" et de la "dictature du peuple"". Sous ce voile, la Chine est devenue un social-impérialisme. Aujourd'hui encore, le PCC et le gouvernement chinois tentent de faire croire que leur pays est toujours "socialiste". Ils essaient de faire croire que le système chinois actuel est le "socialisme aux caractéristiques chinoises". Ils trompent en disant que "les

réformes économiques bourgeoises sous la direction du Parti communiste sont un type de socialisme chinois". Ils vont plus loin en disant que "d'ici 2050, la modernisation socialiste doit être réalisée" et réitérent le socialisme à la chinoise. La direction du PCC continue à appeler, lors des conférences, à "faire avancer l'idéal de la construction du socialisme à la chinoise dans tous les secteurs au XXI^e siècle également". Même maintenant, ils détournent le peuple de manière trompeuse en déformant les quatre questions de la "société socialiste", de la "dictature du prolétariat", de la "direction du parti communiste" et du "marxisme-léninisme-pensée Mao". Que ce soit en Chine ou dans d'autres pays, les révisionnistes ne font que déformer les conditions réelles. La Chine trompe les peuples des pays arriérés au nom du socialisme et satisfait ses intérêts sociaux-impérialistes. Il est normal pour les révisionnistes de montrer les organisations du secteur public (SOE) et de confondre capitalisme et "socialisme".

Le social-impérialisme chinois exploite les ressources naturelles des pays arriérés et d'autres pays en exportant du matériel et des capitaux de guerre et en pratiquant un commerce inégal. Il s'immisce dans les affaires intérieures de ces pays et attend les occasions d'acquérir des bases militaires. Il est en concurrence avec l'impérialisme américain. Ainsi, le social-impérialisme chinois fait le tour du cercle de l'impérialisme. Il met en œuvre l'impérialisme avec des caractéristiques chinoises. L'"impérialisme aux caractéristiques chinoises" n'est rien d'autre que de l'impérialisme. Étant donné qu'il n'agit pas de manière ouvertement agressive, qu'il ne laisse aucune chance aux antagonismes immédiats et qu'il agit de la manière la plus rusée et la plus alerte possible, il doit être considéré comme un impérialisme dangereux.

9. « L'histoire de l'impérialisme est celle des crises, des guerres, des révolutions et des contre-révolutions », tel est le slogan de Lénine.

Depuis que la grave crise de surproduction est devenue une crise mondiale, elle remet en question l'existence du système capitaliste. En tant que grande région où des millions de travailleurs sont sévèrement exploités, la Chine fait partie du système économique mondial et contribue à la surproduction de manière importante. Chaque puissance impérialiste tente non seulement de réduire ses dépenses, mais aussi de s'attaquer à la dégradation du niveau de vie de ses salariés, en particulier les travailleurs des colonies et des semi-colonies, afin de rivaliser avec les autres puissances impérialistes. Des conditions nouvelles et inégales apparaissent et s'intensifient en fonction des changements relatifs dans la production industrielle, l'exportation de capitaux, l'exportation de marchandises et les conditions financières internationales. Avec l'intensification du développement économique et politique inégal entre les pays impérialistes, les conflits s'intensifieront inévitablement entre eux pour les marchés, pour les bases d'approvisionnement en matières premières et pour les moyens d'exporter le capital. Dans cette lutte interne entre les impérialistes, les pays impérialistes très forts, dont la production est la plus rentable, deviendront grands et se renforceront. Les capitalistes/impérialistes qui ne peuvent pas rivaliser s'affaibliront.

La lutte interne entre les impérialistes conduit à une nouvelle division du monde en fonction du pouvoir économique. Cela conduira finalement à une guerre mondiale. Lénine résume ainsi : « Si les capitalistes se partagent le monde, ce n'est pas en raison de leur scélératesse particulière, mais parce que le degré de concentration déjà atteint les oblige à s'engager dans cette voie afin de réaliser des bénéfices; et ils le partagent "proportionnellement aux capitaux", "selon les forces de chacun", car il ne saurait y avoir d'autre mode de partage en régime de production marchande et de capitalisme. Or, les forces changent avec le développement économique et politique. Pour l'intelligence des événements, il faut savoir quels problèmes sont résolus par le changement du rapport des forces; quant à savoir si ces changements sont "purement" économiques ou extra-économiques (par exemple, militaires), c'est là une question secondaire qui ne peut modifier en rien le point de vue fondamental sur l'époque moderne du capitalisme. Substituer à la question du contenu des luttes et des transactions entre les groupements capitalistes la question de la forme de ces luttes et de ces transactions (aujourd'hui pacifique, demain non pacifique, après-demain de nouveau non pacifique), c'est s'abaisser au rôle de sophiste. » (Lénine, L'impérialisme, stade suprême du capitalisme – chapitre V).

Selon cet enseignement de Lénine, il est inévitable que la Chine entre en compétition avec les pays impérialistes, en particulier les États-Unis, pour le redécoupage du monde et les profits du capital financier, sur la base de sa puissance économique toujours croissante. La concurrence économique entre eux entraînerait inévitablement des conflits dans les domaines politique et militaire également. Mais ils collaboreraient aussi. De toute façon, la collaboration est temporaire et relative. La compétition est permanente et absolue. Cette concurrence conduit à la guerre froide et aux guerres régionales dans le domaine militaire.

Les États-Unis cherchent à encercler et à contenir la Chine. Ils tentent de renforcer leurs alliances autour de la Chine, notamment avec le Japon et l'Inde. Ils étendent leur puissance militaire de manière considérable et tentent de faire face à l'expansion économique et militaire de la Chine de manière plus forte. La puissance impérialiste montante de la Chine tente de s'étendre à partir de son champ limité et de faire face à ses concurrents.

La Chine a officiellement déclaré sa politique étrangère visant à établir un "monde multipolaire". Il ne s'agit de rien d'autre que de défier le monde unipolaire des États-Unis et d'entrer dans une course directe avec eux. La Chine a obtenu le "statut de partenaire spécial" dans l'ASACR et dans la zone de libre-échange de l'Asie du Sud. Elle a conclu des accords commerciaux bilatéraux avec le Brésil pour la fourniture de nourriture et de matières premières.

La classe dirigeante américaine et ses alliés se sont livrés à des guerres impérialistes d'occupation en Afghanistan et en Irak au nom de l'attaque du 11 septembre 2001 par Al-Qaïda. Ils ont concentré la "guerre internationale contre le terrorisme" principalement contre les pays islamiques et les peuples musulmans. Ils ont donc dû mettre un terme au conflit croissant prévu avec la Chine et aux mesures d'une nouvelle guerre froide avec elle. Les États-Unis et leurs alliés ont estimé qu'ils obtiendraient facilement gain de cause face à l'Afghanistan et à l'Irak, puis l'Iran, la Syrie et la Corée du Nord et enfin la Chine, stratégiquement dangereuse, sur le long terme.

Au lieu de cela, les États-Unis sont tombés dans le borbier des guerres impérialistes d'occupation en Afghanistan et en Irak. La résistance du peuple est en cours dans ces pays depuis longtemps. Les États-Unis échouent dans ce domaine. Ainsi, l'unité des "forces de la coalition" dans le financement de ces guerres et l'envoi de forces s'est désintégrée.

Puisque les États-Unis sont pris dans l'Afghanistan et les pays du Moyen-Orient, l'impérialisme chinois a eu la grande chance de pénétrer économiquement le cadre impérialiste mondial actuel. Les États-Unis sont devenus économiquement faibles et n'ont donc pas pu faire face à l'expansion de la Chine de manière forte. Il existe un exemple. Dans la période qui a suivi la guerre d'occupation menée par les États-Unis, la Chine a obtenu d'importants contrats pétroliers en Irak. Les États-Unis s'inquiètent de voir la Chine prendre sa place en tant que premier système économique mondial et de constater qu'alors que leur situation financière s'affaiblit et que leurs déficits budgétaires s'intensifient, les ressources financières internationales et la puissance de la Chine augmentent à pas de géant. Le Pentagone est incapable de digérer l'expansion des dépenses militaires et de la puissance de la Chine chaque année. Dans l'ensemble, la force de la Chine augmente et celle des États-Unis diminue.

Les classes dirigeantes américaines sont à la recherche de moyens pour vaincre la Chine dans la course économique internationale. Le Partenariat transpacifique (TPP) fait partie de cette recherche. Il s'agit d'une zone de libre-échange établie entre les États-Unis et tous les pays de la ceinture du Pacifique, à l'exception de la Chine (bien que Donald Trump ait actuellement annulé cet accord, il doit le faire sous une autre forme, car le Japon et la Corée du Sud non seulement ne l'ont pas accepté, mais ont également déclaré qu'ils continueraient à coopérer conformément à cet accord). Cela conduit à la formation de deux alliances économiques/politiques/militaires concurrentes dans le système capitaliste impérialiste mondial. Bien que les pays impérialistes collaborent pour exploiter les pays arriérés en utilisant des forums internationaux comme l'OMC, la guerre commerciale internationale s'intensifie de la part des États-Unis et d'autres pays impérialistes contre la Chine au sein de l'OMC. Tous les principaux pays impérialistes qui font partie de l'OMC violent ses règles. Ils trompent les pays membres et les uns les autres. Ils vendent leurs produits de base à des prix inférieurs sur le marché étranger ou font du

"dumping" afin de s'emparer de leur part de marché. Ils utilisent l'opportunité des subventions à l'exportation. Ils assurent une aide militaire si des contrats sont accordés à leurs entreprises. Ils se livrent à des mesures inappropriées comme la corruption.

À l'instar des États-Unis, la Chine met en place des organisations de libre-échange pour contrer ses concurrents. Pour ce faire, elle tente de former des alliances économiques/politiques/militaires contre les États-Unis et leurs proches alliés. L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), centrée sur la Chine et la Russie, en est un exemple. Ces pays gèrent l'OCS comme un bloc de défense et les BRICS comme un bloc économique.

La zone de libre-échange de la Route de la Soie ou le projet OBOR

La Chine est en train de créer une "zone de libre-échange de la route de la soie" avec les pays d'Asie centrale que sont le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. À cette fin, la Chine a lancé le projet « One Belt One Road (OBOR) » avec la coopération active de la Russie, pour un investissement de 16,5 millions de roupies. La Banque chinoise d'investissement dans les infrastructures en Asie, la Nouvelle banque de développement des BRICS et le Fonds de la route de la soie apportent une aide économique à l'OBOR. L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) a totalement soutenu l'OBOR lors de son sommet de 2016. L'OBOR n'est pas un projet ordinaire. Il s'agit d'un projet commun de six corridors économiques. Ces couloirs partent de la Chine. L'objectif de ce dispositif est de développer des voies routières, ferroviaires et maritimes de la Chine vers le reste des zones d'Asie et vers les continents africain et européen. Ces lignes relieront l'Asie orientale aux zones économiques de l'Europe. La première ligne ira vers l'Asie centrale et les pays d'Europe de l'Est jusqu'au Kirghizstan, l'Iran, la Turquie et la Grèce. La seconde passera de l'Asie centrale vers l'Asie occidentale et la mer Méditerranée. La Chine pourra ainsi atteindre le Kazakhstan et la Russie. La troisième ligne ira vers le pays d'Asie du Sud, le Bangladesh. Il s'agit du corridor économique Bangladesh, Chine, Inde, Myanmar (BCIM). La quatrième ligne reliera le port pakistanais de Gwadar, stratégiquement important, à la Chine occidentale. Elle est connue sous le nom de corridor économique Chine-Pakistan. La cinquième ligne est la route maritime qui va de Singapour à l'océan Indien en passant par la Thaïlande et la Malaisie. La sixième est le Corridor économique mongol. Ce projet permet au Népal, à l'Afghanistan, au Pakistan, à l'Iran et à d'autres pays asiatiques de faire partie de la zone de libre-échange d'Asie centrale grâce à ces six routes terrestres et maritimes et vise également à relier les 65 pays des continents africain et européen. Les dirigeants de vingt-neuf pays d'Asie, d'Afrique, d'Europe et d'Amérique du Sud ont assisté au séminaire international sur ce projet qui s'est tenu à Pékin le 14 mai 2017. Les États-Unis, le Japon et de nombreux autres pays ont envoyé leurs délégations. En substance, il s'agit du projet stratégique de la Chine avec la coopération de la Russie et des pays partenaires comme alternative à l'hégémonie impérialiste américaine sur les routes maritimes.

Dans l'ensemble, le poids économique de la Chine a augmenté dans le monde entier. Depuis que la Chine a donné des fonds aux États-Unis pour combler le déficit financier et commercial, elle bénéficie de nombreuses conditions favorables. La Chine a le dessus en cas de conflit économique avec les États-Unis. Les États-Unis ont beaucoup de limites pour attaquer ou imposer des sanctions à la Chine. Bien que les États-Unis et la Chine collaborent dans de nombreux domaines, il existe une concurrence sévère entre les deux pays en ce qui concerne la prise de contrôle des marchés pour le profit.

La Russie et la Chine ont des intérêts communs. Cela se traduit par le rejet de l'hégémonie des États-Unis dans le système international actuel, l'aspiration à mettre fin à l'hégémonie américaine et les préparatifs pour utiliser leur force à cette fin. La Russie et la Chine ne craignent pas que leurs relations avec les pays occidentaux et les pays voisins soient tendues. Elles utilisent leur force et agissent en fonction des intérêts de leur pays. Par exemple, la Russie a décidé unilatéralement d'annexer la Crimée. Avec le soutien de la Russie, la Crimée a organisé un référendum de manière unilatérale et s'est séparée de l'Ukraine pour rejoindre la fédération russe en mars 2014. Les pays occidentaux ont sévèrement condamné cette décision et ont imposé des sanctions à la Russie. En novembre 2013, la Chine a annoncé unilatéralement la création d'une zone d'identification de défense aérienne (ZIDA) en mer de Chine méridionale. Elle a averti le monde entier qu'elle devait être avertie avant de survoler cette zone. Deux avions de chasse de la Chine ont échappé de justesse à deux équipes d'éclaireurs du Japon dans la

zone chevauchant la ZIDA du Japon. En mai 2014, la China National Offshore Oil Corporation (CNOOC) a installé une grande plate-forme pétrolière dans les eaux entourant les îles Paracel contestées par le Viêt Nam et a commencé à forer sans prévenir personne. Elle a envoyé ses forces navales dans ces eaux. Elle entre régulièrement en conflit avec des bateaux de pêche et des bateaux publics du Vietnam dans cette zone.

La Russie et la Chine sont deux puissances fortes en Eurasie. Les deux pays sont également membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies. La Russie et la Chine ne cessent de s'opposer au contrôle de la politique internationale par les États-Unis et les pays occidentaux. La Russie et la Chine ont fait usage de leur droit de veto à diverses occasions depuis la fin de la guerre froide. Par exemple, en 1999, ces deux pays se sont opposés à l'imposition d'une puissance militaire au Conseil de sécurité des Nations unies lorsque la guerre du Kosovo a éclaté. Ils ont tenu une position commune au sein du Conseil en s'opposant aux sanctions contre la Corée du Nord et en s'opposant à l'ingérence dans la guerre civile syrienne.

Les mesures prises par la Chine en mer de Chine méridionale et en mer de Chine orientale visent à revendiquer ses droits sur la zone. Les déclarations et documents publiés par la Russie et la Chine indiquent que les deux pays s'opposent à l'hégémonie des États-Unis en tant que superpuissance unique. En mai 2014, la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan ont créé l'Union eurasiennne et signé un accord en vue de la formation d'un bloc économique. En ce qui concerne les questions militaires, la Russie considère que l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) est importante. Cette organisation regroupe la Russie, l'Arménie, le Belarus, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. Les politiques de la Russie concernant les autres régions de l'Ukraine et de l'Union européenne sont telles qu'elles visent à placer ces zones sous son contrôle.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Hu Jin-tao en tant que Premier ministre, la Chine prétend s'être transformée en une puissance maritime forte. Depuis que Xi Jin-ping est devenu président, il fait l'éloge du "rêve chinois" et du "grand renouveau du peuple chinois". Lorsque de nouvelles relations de puissance mondiale ont été proposées lors du sommet du président Xi et du président américain Barack Obama en juin 2013, il a déclaré que la région du Pacifique offrirait suffisamment d'espace aux États-Unis et à la Chine. La déclaration de Xi montre clairement le plan de la Chine pour diviser la région du Pacifique entre les États-Unis et la Chine et faire la loi. Plus que les États-Unis, la Chine est désireuse de créer une situation favorable pour elle. Son plan est le suivant : tout d'abord, établir la domination sur les Nan Siyulslands de la Chine, le détroit de Bashi entre Taïwan et les Philippines et l'ensemble du premier ensemble d'îles de la mer de Chine méridionale ; ensuite, construire un réseau dans un coin avec des bases dans les eaux maritimes s'étendant de l'océan Indien au Moyen-Orient (Asie occidentale) dans la sphère du deuxième ensemble d'îles s'étendant des îles Ogasawara à Guam (connu sous le nom de collier de perles). Les mesures actuelles de l'impérialisme chinois en mer de Chine orientale et en mer de Chine méridionale doivent donc être comprises non pas comme des tentatives de régler des différends géographiques ordinaires, mais comme une étape de ce plan. La Chine dit clairement que si les États-Unis veulent beaucoup plus de capital excédentaire chinois, ils doivent céder Taïwan et cesser de harceler la Chine au sujet de ses droits sur le Tibet. Telle est la relation réelle entre la nouvelle puissance impérialiste chinoise et la superpuissance américaine qui s'affaiblit. Certains développements et tendances importants sont apparus dans le secteur international. Il s'agit de :

1. L'affaiblissement progressif des États-Unis face à la crise capitaliste générale sous forme de stagflation³³ depuis les années 1970 s'est encore accentué avec la crise des prêts immobiliers en

³³ Stagflation (stagnation+inflation) - Cela signifie que la croissance économique s'arrête et que les billets de banque augmentent intensément. En d'autres termes, la demande de produits de base diminue et les prix augmentent de manière extrême. Avec la baisse de la demande de produits de base, les industries sont touchées par la surproduction et sont fermées. Le chômage règne. Les prix des biens de la vie quotidienne s'envolent. Les gens n'ont pas les moyens d'acheter. De plus en plus d'industries sont fermées, le nombre de chômeurs augmente encore plus, les prix continuent d'augmenter - ainsi la crise s'intensifie. Il est impossible pour le système économique de surmonter une telle crise. La révolution ou la guerre est la seule issue possible. Il est intéressant de noter que la stagflation n'a pas été observée avant la Seconde Guerre mondiale. Chaque fois qu'il y a eu une crise de surproduction, les prix ont extrêmement baissé pendant la période de crise ou de récession. Les prix ont commencé à augmenter dans les périodes ultérieures de reprise et de boom. Ainsi, le cycle était achevé. Ce cycle s'est poursuivi jusqu'en 1914. Plus tard, ce cycle ne s'est pas poursuivi jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, mais les prix ont chuté pendant la crise. Les prix ont extrêmement baissé pendant l'inflation de 1929-32. Mais après la

2008 ; ils sont désormais confrontés à une concurrence accrue de la Russie et de la Chine dans les domaines politique et militaire.

2. On assiste à une montée du protectionnisme dans le secteur économique et du racisme et du fascisme dans le secteur politique dans les pays impérialistes et les pays capitalistes.

3. La concurrence s'intensifie entre les pays impérialistes pour exploiter les ressources et les marchés des pays en retard.

4. L'impérialisme américain, qui était jusqu'à présent la seule superpuissance, tente de consolider sa position. L'impérialisme russe tente de maintenir ses sphères d'influence. La Chine s'est élevée au rang de pays impérialiste et tente sérieusement de rediviser le marché mondial, d'où la montée des contradictions entre les États-Unis et la Chine. La course croissante entre les États-Unis et la Chine pour le redécoupage du monde a pour conséquence des réalignements géopolitiques à l'échelle mondiale. En Europe, la course entre l'Allemagne et la France est en hausse. Ces développements reflètent la situation d'équilibre des forces des principaux pays impérialistes.

Bien qu'il n'y ait aucune possibilité de guerre entre les États-Unis et les blocs Chine/Russie dans un avenir proche, de nombreuses guerres indirectes sont possibles. De toute façon, les États-Unis encerclent agressivement la Russie et la Chine. L'OTAN étend les guerres en Afghanistan et au Pakistan. Elle va arrêter la Russie dans l'Arctique. Nous pouvons voir que la Chine se réarme à la suite des avertissements du bloc dirigé par les États-Unis. Le bloc Chine/Russie est donc devenu le principal concurrent de l'impérialisme américain. La Chine est en concurrence avec les États-Unis dans tous les domaines pour répondre aux besoins croissants du marché de l'impérialisme chinois, pour contrôler le pétrole et les minerais importants et pour exploiter le monde en général. Ainsi, le bloc Chine/Russie est déjà apparu comme la principale menace pour l'hégémonie américaine dans la lutte interne de l'impérialisme en cours pour le redécoupage du monde.

Conclusion

Les trois contradictions fondamentales du monde - la contradiction entre l'impérialisme et les nations et peuples opprimés ; entre la classe bourgeoise et le prolétariat dans les pays capitalistes et impérialistes ; entre les pays impérialistes et entre les alliances capitalistes monopolistes - s'aiguisent. La contradiction entre l'impérialisme et les nations et peuples opprimés est la principale. Cette contradiction influence les autres contradictions de manière décisive.

Les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine confrontés à l'exploitation, l'oppression, la répression, l'occupation, la trahison, l'ingérence, la domination et la discrimination impérialistes se réveillent et résistent. La participation des peuples aux luttes contre les impérialistes augmente. La contradiction entre les socialistes-impérialistes chinois et les nations et peuples opprimés et la contradiction entre la classe bourgeoise et le prolétariat en Chine s'accroissent et les peuples luttent contre l'impérialisme chinois sous diverses formes. Les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération et les peuples veulent la révolution. Toutes ces luttes avanceront comme des vagues populaires invincibles jusqu'à la fin de l'impérialisme. Le grand maître marxiste Mao a déclaré à l'occasion de la victoire de la guerre antijaponaise : « Le monde prendra la voie du progrès et non celle de la réaction. Nous devons, bien entendu, garder toute notre vigilance et savoir que le cours des événements peut comporter temporairement des détours, parfois fort dangereux. Dans de nombreux États, les forces de la réaction sont encore puissantes, elles ne veulent pas que le peuple de leurs propres pays et celui des autres s'unissent, progressent et se libèrent. Qui perd cela de vue commettra des erreurs politiques. Néanmoins, le cours général de l'histoire est d'ores et déjà tracé, il ne changera pas. »³⁴.

En raison de la trahison des révisionnistes avec le soutien des impérialistes, le prolétariat mondial a perdu l'Union soviétique, la Chine socialiste et l'ensemble du camp socialiste. Maintenant, il n'y a plus

Seconde Guerre mondiale, principalement depuis la crise de 1973, malgré la diminution de la demande et la fermeture des industries en raison de la surproduction, les prix ne baissent pas. Les théoriciens économiques bourgeois qui disent que les prix vont baisser à cause de la concurrence entre les capitalistes sont incapables d'expliquer les raisons de la stagflation. Peut-être n'osent-ils pas le dire même s'ils le savent

³⁴ Œuvres choisies de Mao, "Sur le gouvernement de coalition", avril 1945, OCh T3

de base pour eux. La situation d'avant la Révolution d'Octobre est revenue. Compte tenu de toutes les caractéristiques de la situation, bien qu'il y ait de grands dangers et défis dus aux aspects négatifs, il y a des facteurs favorables qui ouvrent la voie à de plus grandes opportunités qu'à n'importe quel moment de l'histoire passée. Sans aucun doute, le prolétariat mondial est confronté à de grands défis et à une situation difficile. Mais la situation globale est comme "une étincelle peut allumer toute la plaine" et "la révolution armée fait face à la contre-révolution armée", comme l'a suggéré le camarade Mao.

L'impérialisme, sur son lit de mort, mène des guerres d'occupation contre de nombreux pays arriérés, déclenchant des guerres locales/régionales et devenant un danger majeur pour les peuples opprimés du monde entier. Dans la course entre les impérialistes, ils forment des blocs économiques et militaires de manière planifiée afin de rediviser le monde pour leurs intérêts commerciaux et se préparent à une autre guerre à l'échelle mondiale. Comme il a été dit précédemment, le prolétariat, les nations et les peuples opprimés du monde s'opposent et résistent aux guerres contre-révolutionnaires des impérialistes par l'occupation et l'ingérence. Nous devons mobiliser le prolétariat mondial, les partis et organisations maoïstes, les nations et peuples opprimés à la lumière du marxisme-léninisme-maoïsme et lutter dans le but d'éliminer l'impérialisme et toutes sortes de forces réactionnaires à l'origine de ces guerres. Si les impérialistes entrent dans la troisième guerre mondiale, le prolétariat mondial doit adopter la tactique de transformer cette guerre en une guerre civile dans le but de les éliminer et de faire réussir les révolutions prolétariennes. Nous devons repousser toutes les conspirations des impérialistes et des révisionnistes pour instiguer le chauvinisme nationaliste bourgeois et diviser les nations et les masses opprimées. Nous devons nous atteler à la tâche de faire réussir les révolutions socialistes en nous unissant à la classe du prolétariat et à la classe moyenne des pays capitalistes et impérialistes dans le but de faire réussir la révolution socialiste mondiale. Nous devons faire réussir les nouvelles révolutions démocratiques et les luttes de libération nationale dans les pays arriérés. Dans l'excellente situation révolutionnaire actuelle, les révolutions pourraient éclater et arrêter la guerre. Si les révolutions tardent, les contradictions entre les impérialistes s'intensifieront et pourraient conduire à une guerre mondiale. Dans ce cas, le prolétariat du monde devrait utiliser la colère qui fait rage dans le peuple en raison de la crise grave et de la guerre, donner un coup à l'impérialisme et à ses agents dans leurs pays et faire réussir les révolutions. Quel que soit le résultat, la révolution sera la tendance principale. Aucune puissance dans le monde ne peut arrêter cette tendance.

- **Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes ! Ils ont un monde à gagner !**
- **Travailleurs et opprimés de tous les pays, unissez-vous !**
- **Que les classes dirigeantes tremblent devant une révolution communiste !**
- **A bas l'impérialisme et les réactionnaires de tous les pays !**
- **A bas le social-impérialisme chinois !**
- **A bas toutes les formes de révisionnisme !**
- **Vive l'unité des partis et organisations révolutionnaires prolétariens de divers pays !**
- **Vive l'unité des organisations et des forces révolutionnaires et démocratiques anti-impérialistes !**
- **Vive l'unité des travailleurs, des nations opprimées et des peuples opprimés du monde !**
- **Vive la révolution prolétarienne mondiale !**
- **Vive l'internationalisme prolétarien !**
- **Vive le marxisme-léninisme-maoïsme !**